Gardons la France

aux Français

1 Mod
G6145g

LA GRANDE GUERRE

Gardons la France aux Français

par

URBAIN GOHIER

140203
11/10/16

H. FLOURY, Éditeur
PARIS — 1, Boulevard des Capucines, 1 — PARIS
1915

AVANT-PROPOS

Les idées qui sont exposées ici ont gagné du terrain depuis le commencement de la guerre.

Elles rencontraient moins de faveur auparavant.

La campagne de dix ans que nous avions résumée dans le Réveil, *et qui suggérait des résolutions* pour garder une patrie, pour refaire un peuple, *était considérée comme fâcheuse, au moins comme importune, par une presse où dominaient les métèques et les cosmopolites.*

Le canon allemand a crevé les nuées; l'incendie de nos villes a dissipé les ombres; même les sceptiques et les sophistes qui travaillaient, hier, à corrompre l'instinct national et qui patronnaient l'envahisseur montrent un grand zèle pour la cause française.

Les adeptes de la philosophie berlinoise, de l'art munichois, de la pédagogie et de l'érudition germaniques sont aujourd'hui patriotes; les virtuoses de la pornographie sont patriotes; les hôtes empressés des espions et des scribes gallophobes sont patriotes; les sans-patrie qui plantaient le drapeau dans le fumier sont furieusement patriotes. Il n'y a plus en France que des patriotes.

Ne laissons pas refroidir cette ardeur avant d'avoir accompli la tâche salutaire.

Il ne faut pas que cinq cent mille des meilleurs Français périssent et que cinq cent mille autres aient subi d'atroces mutilations uniquement pour laisser un million de places à de nouveaux intrus.

La France aux Français!

Le gouvernement de la France par les Français!

Les fruits, les joies et les gloires de la France pour les Français!

U. G.

Gardons la France aux Français

A qui sera la France?

L'Allemagne est perdue, c'est une affaire réglée.

Les états-majors militaires se chargent de la stratégie; les gouvernants civils se chargent de la diplomatie. Les journaux ne se mêlent ni de l'une, ni de l'autre. Les peuples attendent les « communiqués » sur la guerre, puis les « communiqués » sur la paix.

Déjà l'on entrevoit les grandes lignes. La Russie deviendra la grande puissance continentale; l'Angleterre ne redoutera plus de concurrence sur les mers. Hurrah pour nos bons amis, pour nos chers alliés!

Et nous?

La France délivrée, portée jusqu'au Rhin, peut-être indemnisée en partie de ses lourds sacrifices au salut de l'Europe, sera-t-elle enfin le domaine exclusif des Français?

Nos pères l'ont faite; nos frères et nos fils, qui l'auront

défendue, la garderont-ils pour eux? Ou se la laisseront-ils voler par l'ennemi déguisé, après l'avoir arrachée aux mains de l'ennemi armé?

Telle est la question que nous ne devons pas perdre de vue un seul jour, nous qui n'étions plus en état de porter le sac, mais qui accomplissions notre service civique en veillant sur l'arrière et en sauvegardant le patrimoine commun. Notre tâche aussi a son mérite, ses difficultés, ses périls : car l'ennemi du dedans est tenace, perfide et féroce comme celui de la frontière. Il ne se laissera pas faire sans résistance. Il machinera plus d'une sanglante infamie contre les Français intraitables.

Un très grand nombre des nôtres pressentent cette autre lutte et la nécessité d'un effort soutenu. Depuis six mois, la presse reçoit continuellement la confidence de leurs inquiétudes. Feuilletons ce dossier, pour en tirer des conclusions.

Un petit commerçant de Paris, dès le mois de septembre, écrivait :

Je suis parti le cinquième jour de la mobilisation, laissant ma femme désolée, mes affaires en plan, etc. On m'a renvoyé quinze jours dans mes foyers, puis rappelé. Pendant ces quinze jours, j'ai fait une petite enquête, étant en relation par mon commerce avec des étrangers qui se disent Russes, Danois, Suisses, Hollandais, mais ne parlent que l'Allemand.

Mes gaillards restent chez eux ; il en est qui font des uniformes pour l'armée.

Ainsi moi, citoyen français, je risque ma vie : mes affaires sont perdues. Ces gens-là, jeunes, solides, restent auprès de leurs femmes, conservent leur établissement, prennent notre clientèle, placent leurs pareils dans les emplois de nos ouvriers français qui partent avec nous.

Quand nous serons tués, ils s'apitoieront sur nous, consoleront les veuves, et se réjouiront de la victoire de leur chère France. Je comprends !

Les premiers jours de la mobilisation, ils étaient peureux et blêmes ; ils ne savaient pas ce qu'on ferait d'eux. Maintenant, ils sont

bien tranquilles : ils savent que, de toute façon, ils bénéficieront de notre mort ou de notre longue absence.

Un ouvrier parisien :

J'ai un fils sergent d'infanterie, mobilisé le deuxième jour à Épinal : il a trente ans, laisse à Paris sa femme avec deux petits enfants, et sera du premier choc.

Je vois à côté de moi deux Autrichiens, employés d'hôtel, mariés à deux sœurs françaises, gagnant très largement leur vie, en instance de naturalisation.

Comme ils veulent devenir Français, ils ne rejoignent pas en Autriche ; comme ils sont encore Autrichiens, on vient de les diriger sur Tours.

Je ne puis me faire à l'idée de rencontrer plus tard, quand mon fils peut-être sera tué, ces deux hommes qui n'auront servi ni leur pays ni le nôtre, mais qui deviendront alors Français et jouiront ici des mêmes droits que nous.

Le quatrième arrondissement de Paris est le cœur de la capitale : île Saint-Louis, Cité, cathédrale, Hôtel de Ville, les vieux hôtels, tous les souvenirs du moyen âge. Un électeur dépose :

Dans des rues entières, on n'entend parler que l'allemand, ou le yiddish. Les enseignes des magasins sont en caractères hébraïques. La victoire de l'Allemagne est prédite avec le plus pur accent berlinois, dans les bars, dans les marchés, sur le trottoir.

Les candidats socialistes y font leur campagne en patois allemand. Au mois de septembre, ces Allemands firent une émeute pour obtenir des secours de la mairie, qui se hâta de leur distribuer tout ce qu'elle refusait aux familles françaises. La France est la terre de Chanaan.

Un joaillier du troisième arrondissement m'écrit :

Faites une enquête dans mon commerce, et dans le commerce des fourrures, par exemple. La presque totalité des gens qui l'exercent maintenant sont des immigrés, qui ont fui leur pays natal pour n'être pas soldats, ou pour des raisons pires.

La guerre terminée, allons nous recommencer comme auparavant, Nous défendrons-nous ? Laisserons-nous ces gens-là, avec leurs procédés déloyaux, prendre la place de tant de Français qui auront besoin de retrouver du travail pour gagner le pain de leurs familles ?

Qui est-ce qui fera comprendre à la foule que le grand devoir et l'intérêt de chacun et de tous est de nous sentir les coudes, entre Français ? Puisse cette guerre nous rendre le sentiment national ! La « culture » et la moralité de tous ces gens-là ne valent pas mieux que celles des Allemands, que nous voyons à l'œuvre.

Les grands établissements financiers, pour combler les vides que la mobilisation a faits dans leur personnel, acceptent maintenant les services d'une foule de « naturalisés ». Ceux des nôtres qui reviendront trouveront leurs emplois occupés par les lascars qui n'avaient pas de patrie à défendre.

Par un hasard en quelque sorte miraculeux, tous ceux des « naturalisés » d'hier que leur âge obligerait de partir à la guerre sont réformés.

Voici une ouvrière qui, comme des milliers d'autres, habite la banlieue et vient à Paris par les trains du matin. Elle écrit :

Je me suis trouvée souvent dans un compartiment où nous étions deux Français sur dix voyageurs. Nous étions submergés dans ce flot de paroles incompréhensibles ; nous nous sentions vraiment exilés dans ce milieu-là.

Mot admirable : exilés dans notre patrie. Combien de fois nous avons eu cette impression à Paris, nous Français !

L'ouvrière ajoute :

Tous les beaux discours sur les nations amies, les sœurs latines et autres balançoires ne compensent pas l'étouffement que nous éprouvons dans ce milieu étranger, en France !

Ces gens-là fréquentent rarement les Français : ils se réunissent entre eux ou avec d'autres naturels d'un autre pays, et ils s'entendent toujours ensemble contre nous, pour leur plus grand bien.

Si vous avez l'occasion de voir quelques députés, dites-leur bien qu'il faut imposer sérieusement les étrangers, comme nos Français

sont imposés dans la plupart des pays où ils cherchent du travail ; car les ouvriers se révolteront s'ils doivent coudoyer ces gens-là après la guerre.

Ce ne serait vraiment la peine d'avoir fait tuer tous nos pauvres soldats si nous devons végéter et mourir de faim à cause de ces intrus.

Le premier aviateur allemand qui est venu, sur un Taube, jeter des bombes à Paris pendant trois jours, était un comptable de la rue du Sentier. Moins d'un mois avant son exploit, il travaillait chez son bon patron français; il assistait à la revue du 14 Juillet, dans les tribunes. La presse demandait qu'on le fusillât comme espion. Eh bien, et le patron qui, malgré tant d'avertissements, malgré tant d'objurgations, s'était obstiné à employer un Allemand plutôt qu'un Français, que fallait-il lui faire?

— Ah! mais... après la guerre, ça va changer!

Lisez cette annonce judiciaire :

M. Deutsch Frédéric, né le 2 mars 1862 à Mussbach (Allemagne), demeurant rue Vieille-du-Temple, à Paris, se pourvoit devant M. le ministre de la Justice à l'effet d'obtenir l'autorisation de changer son nom patronymique en celui de Maurel.

Ce qui changera, c'est le masque de l'ennemi.

Quand cinq cent mille véritables *Maurel*, *Dubois*, *Durand* auront disparu, cinq cent mille *Deutsch* les remplaceront et seront autorisés à s'appeler *Maurel*, *Dubois*, *Durand*...

*
* *

Au mois de juin 1914, six semaines avant la guerre, nous dénoncions les périls de l'insouciance française; et le public et les gouvernants refusaient toujours de s'émouvoir. Nous écrivions :

Quelques centaines de petits Chinois, importés en France par des entrepreneurs de mendicité, causent des inquiétudes. C'est la première manifestation du « péril jaune ». Mais il y a des intrus plus dangereux que ces enfants sur notre sol, à savoir : tous les aventuriers, aigrefins, espions, meurtriers, qui défilent sans relâche devant les tribunaux correctionnels, vingt fois récidivistes, sous le coup d'arrêtés d'expulsion, jamais expulsés.

La chronique judiciaire en expose chaque matin une brochette. Un jour, c'est la bande des marchands de décorations ; le lendemain, les voleurs de grands magasins, arrivant de Berlin, de Munich, de Varsovie, de Buenos-Ayres, de Johannesburg, de Sumatra ! Voici, dans une audience, quinze condamnations d'étrangers pour escroquerie, coups et blessures, filouterie d'aliments ; à l'autre bout du palais, dans une chambre civile, histoire de la jeune Française mariée au porteur d'un nom de grande noblesse, en réalité bandit international, échappé des prisons russes, recherché pour vols à Chicago.

Sur les chantiers, dans les corons de mines, batailles d'ouvriers étrangers entre eux ou contre les ouvriers français : à Courrières, tuerie d'Autrichiens et d'Arabes ; en Normandie et en Lorraine, rixes continuelles entre Espagnols, Polonais, Italiens et Français. Nos ouvriers, internationalistes en théorie, demandent que la main-d'œuvre nationale soit protégée contre la concurrence des camarades étrangers. Ils ne veulent même pas entendre parler des Kabyles dans nos fermes, ni des Arabes dans les chaufferies de nos bateaux, quoique ces Kabyles et ces Arabes soient sujets français.

Dans les familles, des « anges gardiens » de toutes provenances et de moralité non équivoque : tel le précepteur Poilas, dit Polaesi, de Salonique, trop affectueux pour ses jeunes élèves, et cependant pourvu d'un poste *dans nos lycées* avant d'opérer à domicile.

Car ils n'ont qu'à paraître chez nous pour que s'ouvrent les portes. D'où viennent-ils ? Pourquoi ont-ils fui leur pays d'origine ? Jamais on ne le leur demande. On demande des certificats et des pièces d'état civil à un Français, en France ; on n'en demande pas à un étranger. Ce serait manquer à l'hospitalité.

Aux Etats-Unis, « terre de liberté », tous les passagers d'un paquebot qui entre dans le port sont examinés un par un, sévèrement ; on inspecte leur corps, on scrute leur passé, on veut connaître leurs ressources et leurs projets ; celui qu'on trouve dangereux pour l'ordre ou pour la santé de la communauté américaine est refusé : il ne peut même pas débarquer ; les simples suspects sont internés en quarantaine.

Chez nous, les « indésirables » affluent librement ; ils nous apportent des maladies répugnantes, des vices dégradants, mille germes de décomposition physique ou morale : ils s'installent dans les bonnes places, à l'atelier, au magasin, au bureau, pendant que les jeunes Français font leurs trois années de service militaire ; ils pénètrent dans les administrations publiques (on en a trouvé dans l'Université, dans les postes et télégraphes), dans la magistrature (exemple, ce repris de justice vénézuélien qui était juge de paix depuis quinze ans dans une colonie française), dans les journaux où se discutent les affaires nationales, dans la vie politique.

Un grand nombre s'affublent de noms français, de titres nobiliaires, piaffent sur le boulevard, parlent haut dans les cercles, dévalisent les pontes, exploitent les hôteliers, détroussent les bijoutiers ou autres fournisseurs de luxe, très honorés de leur faire crédit, et donnent leur avis décisif sur tous les problèmes de la vie française.

La France est le seul endroit du monde où les choses se passent de la sorte. Tout Français qui a franchi la frontière sait à quelle prudence, à quelle discrétion nos voyageurs sont tenus en pays étranger. Mais chez nous, qui donc se gênerait ? A peine arrivés, nos hôtes se sentent en pays conquis.

« Tout homme a deux patries, disent-ils : la sienne et puis la France ! » Et nous, Français, nous finissons par n'en plus avoir du tout.

Chez les autres, nous ne sommes pas chez nous ; mais chez nous, les autres sont chez eux. Ils le font bien voir.

C'est un grand honneur pour la France, pour la race française, que le caractère profondément humain de son génie soit reconnu par tous les peuples ; mais il ne faut pas que ce juste hommage aboutisse à l'internationalisation de notre pays. Nous ne pouvons et ne voulons être internationalistes que dans la mesure où les autres le sont ; or, les autres le sont pour notre compte et ne le sont nullement pour leur propre compte.

Vous constaterez cet état d'esprit chez les étrangers les plus honnêtes et les plus respectables. Ils regardent la France, en particulier Paris, comme propriété commune du genre humain. Les uns proposent que la France soit « le Christ des nations » et qu'elle souffre pour expérimenter leurs utopies au profit des peuples. D'autres estiment que la douceur de notre climat, la gaieté de notre caractère, l'élégance de nos femmes, la complaisance de nos mœurs font de Paris le paradis terrestre : la trirème de Lutèce est l'enseigne d'un grand bateau de fleurs, où l'or et l'impudence du client font la loi.

J'ai à Stockholm des amis qui adorent la France et qui tremblent pour l'avenir de leur pays. Tantôt ils m'écrivent : « La Suède va faire de grands sacrifices pour assurer sa défense ; nous sommes prêts à tout pour ne pas nous laisser dévorer par la Russie. » Et tantôt : « N'êtes-vous pas menacés, à Paris, d'une crise de chauvinisme ? Qu'est-ce que cette loi de trois ans ? Le militarisme reprend donc le dessus ? » Ils ne veulent absolument pas que nous raisonnions pour nous comme ils raisonnent pour eux-mêmes. Non : *leur patrie est à eux, et la France à tout le monde !*

Nous aurons à réagir contre cette erreur trop répandue : mieux vaudrait réagir tout de suite, *doucement*. (« Notre hospitalité », *le Journal*, 12 juin 1914.)

Les événements se sont précipités. L'heure est venue de réagir *fortement*.

Les nôtres sont partis, les autres restent.

En plein Parlement britannique, un orateur n'a pas craint de donner, sur l'invasion sournoise des Allemands, les précisions qui épouvantent les gouvernants français; pour demander des mesures rigoureuses contre l'espionnage si formidablement organisé, pour obtenir la revision des naturalisations impudentes, lord Beresford a désigné nominativement un grand nombre de personnages qui occupent des situations en vue dans les affaires et dans la société de

Londres : « Vous internez les petites gens, disait-il aux ministres, et vous laissez libres les individus les plus dangereux, parce qu'ils ont les apparences de la fortune ou parce qu'ils disposent d'influences mystérieuses ! »

Les manœuvres et les méthodes de l'ennemi commun sont donc les mêmes des deux côtés de la Manche.

M. Herriot, maire et sénateur de Lyon, écrivait à *l'Action Française* (30 octobre 1914) : « Nous avons eu beaucoup à nous méfier, au cours de la mobilisation, de certains néo-Français et surtout de personnages en instance de naturalisation... »

Depuis une quinzaine d'années, tous les gens qui devaient nous inspirer le plus d'inquiétudes étaient ainsi pris d'un subit amour pour la France, et la nationalité française, avec toutes ses prérogatives, leur était octroyée à pleines pages du *Bulletin des Lois*.

Mais en Angleterre le contrôle de l'opinion est si efficace qu'il s'exerce sur les hommes les plus haut placés ; le prince Louis de Battenberg, qui appartenait à la marine depuis quarante-cinq ans et qui était premier lord de l'amirauté, a résigné ses fonctions parce qu'on a rappelé ses origines hessoises. Tandis que chez nous, le public ignore tout, la presse ne peut rien, et les « influences » se chargent du reste.

Nous voyons, à Paris, s'organiser des œuvres patriotiques pour procurer du travail à nos Français libérés du service après blessures graves ; on leur promet des emplois de garçons de bureau, gardiens de magasin, livreurs, garçons de recettes, surveillants de chantier, etc. Voilà la place des Français en France.

Les postes de commandement et de direction, les places bien rémunérées, reviennent aux étrangers, aux néo-citoyens, aux naturalisés d'hier qui n'ont combattu ni pour leur pays d'origine ni pour leur pays d'adoption, et qui se sont incrustés aux bons endroits pendant que les nôtres passaient des

années à la caserne en temps de paix, des mois à la tranchée en temps de guerre.

Le père d'un jeune Français, engagé volontaire de la classe 1916, écrit :

Je connais un jeune homme de dix-neuf ans, fort et bien bâti, qui attend tranquillement, en faisant sa médecine, la fin de la guerre et sa majorité pour décider s'il restera Hollandais ou deviendra Français.

Il optera pour la France quand il n'y aura plus de péril, et il prendra la place de nos enfants tués ou retardés dans leurs études.

On n'a pas attendu la majorité de nos fils de la classe 1915 pour les appeler à défendre la patrie. Ne pourrait-on avancer aussi l'heure de la décision pour les autres ?

Les concours d'admission au Conservatoire de Paris ont été l'occasion d'une pareille protestation. Les étrangers et les réformés envahissaient la place en l'absence des concurrents partis au combat.

Nos défenseurs recueilleront des éloges et des boniments, mais les autres auront le solide, le bel emploi, une avance pour toute la carrière, sans risque de mort ou de mutilation.

Un ouvrier jardinier de la Côte d'Azur se plaint :

Vous rencontrez sur toute la côte des jeunes gens de vingt à trente ans, ouvriers comme moi, qui continuent leurs occupations comme s'il n'y avait pas de guerre.

C'est qu'ils n'ont pas de patrie bien déterminée. Leur pays d'origine les ignore, le nôtre aussi, de sorte qu'ils passent à travers tous les ennuis. Je ne vous cache pas que cela démoralise et confond le bon sens.

Ce qu'on a vu dans la fameuse maison Béchoff-Netter-David-Hecht, flanquée de la non moins fameuse ambulance Béchoff-Gottschalk-Ziller-Ashmann-Nussbaum, peut se voir aussi dans la plupart des grandes maisons de couture. Les patrons, Allemands ou Autrichiens, n'employaient guère que des ouvriers allemands ou autrichiens; ils traitaient les ou-

vrières et les ouvriers français en esclaves, et leur disaient impudemment: « Faites attention que vous parlez à un officier allemand! »

La guerre éclate. Instantanément, tous ces gens se trouvent naturalisés, ou munis de permis de séjour. Ou bien, ils contractent des engagements « pour la durée des hostilités » dans la légion étrangère, comme le prussien Hecht; et les voilà dispensés du séquestre.

Leur engagement ne les expose à rien; on les envoie dans quelque dépôt du Midi; ou on les emploie, comme Béchoff, dans un atelier de tailleurs; ou on les réforme : et nous les admirons dans les rues de Paris, bien en règle, Français comme Bayard, ayant porté l'uniforme six semaines, « anciens soldats, ayant servi la France en temps de guerre! »

N'allez pas suspecter leur patriotisme; les tribunaux veillent; il vous en coûterait cher.

De Suisse, on signale la présence de nombreux jeunes gens alsaciens qui ne veulent pas servir l'Allemagne contre la France: à la bonne heure! Mais ils ne veulent pas non plus servir la France contre l'Allemagne. Ils attendent la victoire dans un pays neutre. Et nous leur ouvrirons nos bras comme à des enfants retrouvés. Ils remplaceront nos fils tombés sur les champs de bataille.

Voici une famille scandinave établie en France. Le père y a fait une belle fortune; il a trois fils, mariés à des Françaises, tous jeunes et robustes; ils ont répudié la nationalité française: ils n'ont rempli aucune obligation dans le pays de leur père, ni dans le nôtre; ils travaillent, gagnent de l'argent, sollicitent des fournitures pour l'armée, refusant énergiquement de se faire naturaliser Français tant qu'ils n'auront point passé l'âge des appels militaires. Quand ils sont sur le point d'avoir des enfants, ils envoient les femmes faire leurs couches hors de la frontière, pour que les garçons à naître échappent encore à l'impôt du sang.

Le patron de l'un d'eux déclare:

Je vais partir au front. Un de mes comptables, auquel je suis très attaché, a disparu dans un combat de Flandre ; plusieurs de mes employés sont aussi mobilisés. Je trouve souverainement injuste que nous risquions tous notre vie pendant que ces étrangers vivent leur vie normale, et ne veulent pas défendre la terre qui les fait vivre.

Sur les foires et les marchés de la France entière, comme au Temple (marché des vieux habits, chiffons, ferrailles, à Paris), on entend résonner l'allemand, l'argot de Francfort et de Berlin ou le patois yiddish. Herr Schuffenecker reproche à Goldlust d'avoir un fils dans l'armée française; Goldlust répond qu'il le fallait pour sauver la boutique, mais que ses trois frères servent dans l'armée allemande; ou Blümchen explique à Braünschweig que: « Victorieuse ou non, l'Allemagne se relèvera promptement, si les vrais Allemands savent reconquérir leur clientèle commerciale par l'ingéniosité des courtiers et des importateurs. »

Si vous comprenez l'allemand, vous n'avez qu'à tenir vos oreilles ouvertes pour recueillir de pareilles conversations en chemin de fer, au café, sur les trottoirs de nos villes.

Au moment de la déclaration de guerre, plusieurs magasins ont été pillés, un grand nombre ont été fermés à Paris, parce que les propriétaires étaient Allemands; peu à peu, ils ont rouvert, et ils affichent des papiers de naturalisation anglaise, ou russe, ou suisse : ils sont devenus des neutres qu'il faut ménager, ou des amis qu'il faut chérir! Sur le boulevard des Italiens, la maison App..., qui fut mise à sac, a pour patron un Allemand, né en Allemagne en 1867, naturalisé Anglais en 1911: « maison anglaise. »

Les sujets turcs sont légalement les sujets d'une puissance ennemie; mais comme ils prétendent toujours être d'une race amie et renier leur patrie, le gouvernement français les traite comme si la Turquie était demeurée neutre. Ils pullulent en ce moment sur notre sol: de Normandie, de Bretagne, de Touraine, de Vendée, de Bourgogne, des lettres me dénoncent cette singulière invasion.

Point de passeports, nulles pièces d'identité, rien que la « patente rouge n° 26 » délivrée contre 3 francs à n'importe qui par les contrôleurs des marchés municipaux. Quant à la loi du 16 juillet 1912, qui impose une déclaration d'étranger, elle reste lettre morte. Il serait bien simple d'exiger le récépissé de la déclaration avant de délivrer la patente rouge; on ne le fait pas.

Et ces milliers de prétendus Turcs, Arméniens, Syriaques, Levantins, vendent librement leur camelote allemande, en exécutant sans doute une autre besogne, *sur les places laissées vacantes par nos compatriotes mobilisés.*

Chaque jour grossit le dossier de quelque nouveau fait.

Affaire Schœnberg. Né à Darmstadt, ancien officier de dragons dans l'armée allemande, Wilhelm Schœnberg n'avait eu qu'à se prétendre Alsacien pour être admis au 3e régiment étranger, à Paris, le 4 septembre 1914. Huit jours après, il était promu sergent. C'est tout à fait par exception que sa fraude a été découverte. Il s'était déjà fait réformer, et il accomplissait tranquillement sa besogne d'espion allemand dans la capitale, couvert par le titre « d'ancien soldat français »: de septembre 1914 à janvier 1915.

Affaire Swoboda-Schwind : la physionomie du personnage est éloquente en elle-même: né en Amérique, élevé en Allemagne, se faisant passer pour Russe, en réalité de nationalité autrichienne, le Swoboda est un exemplaire entre vingt mille de ce que les badauds français admirent et révèrent comme types « bien parisiens ».

Nous avons vingt mille Swobodas à Paris qui font la loi sur le boulevard, dans les journaux, dans les coulisses politiques, dans certains salons, dans les tripots financiers, dans les milieux artistiques et littéraires: et ils s'appuient sur trois cent mille Swobodas de deuxième et de troisième catégories, affublés de nationalités multiples, faufilés dans tous les recoins et les replis de la société parisienne, gagnant osten-

siblement l'argent qui manque à nos Français, et faisant souterrainement d'autres métiers.

Affaire M... Les diverses organisations qui luttent contre la pornographie ont eu vingt fois affaire à la tribu des M..., enrichie par la publication et la diffusion de périodiques dégoûtants. Ces corrupteurs de la jeunesse invoquaient le titre et les prérogatives de citoyens français: en effet, ils sont naturalisés d'hier. Mais ils nous arrivent de Bavière. Et quand les vertueux Munichois dénonçaient en Allemagne la luxure française, ils produisaient comme preuves les saletés de leurs compatriotes.

Affaire von V... Le nom est un vieux nom français: la particule est allemande; le titulaire faisait partie d'un grand Club de Paris; il a revendiqué la nationalité allemande; ses biens ont été mis sous séquestre; mais comme il est cent fois millionnaire, le comité du Club a résisté six mois avant de prononcer la radiation.

De l'autre extrémité de l'échelle sociale, une brave femme, revendeuse de vêtements, écrit :

Mon mari est parti rejoindre son régiment le deuxième jour de la mobilisation ; beaucoup de mes voisines et collègues sont dans le même cas ; nous en sommes fières.

Mais ce qui est pénible, c'est de voir les étrangers qui ont accaparé notre marché, qui pourtant est un marché français, parisien, où j'aurais cru que seuls les Français pouvaient avoir accès.

Eh bien ! ces étrangers nous narguent, nous bravent et brassent le peu d'affaires qu'il y aurait pendant que nos maris, nos pères sont partis pour défendre le sol de la patrie. Nous, les femmes de mobilisés, passons des semaines sans vendre une pièce, nous sommes condamnées à voir l'étranger s'implanter chez nous, récolter les avantages et ne subir aucune charge.

Il y a quelques jours, nous avions eu une lueur d'espoir ; le journal disait que la Russie ordonnait à tous les hommes de rentrer pour servir, ou de prendre du service chez ses alliés. Ce jour-là, ils ont tous exhibé des certificats de réforme. Le lendemain, après avoir consulté, ils avouaient qu'ils étaient tous déserteurs.

Vous avouerez, Monsieur, que ce sont des gens peu intéressants, et

nous qui aimons tant notre France, nous sommes indignées, nous avons honte d'être entourées de pareilles gens. A nous, ils font toujours semblant de dire comme nous, et dans leur jargon, ils méprisent les Français.

A la question précise posée (2 avril 1915) par M. Galli, député de Paris, sur les sujets des puissances alliées qui ont déserté le service militaire dans leur pays, qui ont cherché refuge ici et qui ne veulent pas non plus servir dans l'armée française, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a répondu :

Je dis qu'il ne nous est pas possible de traiter ces gens comme des indésirables. Il ne nous est pas possible de les obliger à contracter du service militaire en France et, s'ils refusent de prendre du service, de les expulser.

(*Journal officiel*, 3 avril.)

Déserteurs partout, conspirateurs, parfois assassins, ennemis implacables du gouvernement et du peuple russes, au moment où le concours de la Russie nous sauve: et ce ne sont pas des « indésirables » !

A propos des Allemands qui, comme le Schœnberg cité plus haut, s'introduisent dans nos armées sous un faux état civil ou par une naturalisation de complaisance, un Français écrivait :

Sans doute, on ne les enverra jamais au front ; ils ne courront aucun risque ; ils passeront bien tranquillement la guerre dans les casernes de l'intérieur et après, ils seront plus Allemands que jamais.

Leur vraie place est dans les armées allemandes.

Qu'est-ce qui leur a pris de se faire naturaliser et de s'engager maintenant, quand ils auraient pu le faire depuis dix ou quinze ans ? C'est probablement pour mieux servir encore leur vraie patrie.

Parbleu !

D'abord, ils évitent le séquestre de leurs biens; ils continuent leurs affaires, ils accaparent les affaires des Français mobilisés. Et ils sont en bonne place pour l'espionnage.

Les Belges sont unanimes à déclarer que la ville d'Anvers était presque imprenable; elle a été occupée par les Allemands avec une rapidité stupéfiante à cause des machinations de l'énorme colonie allemande installée dans son enceinte. On y a vu ce qu'on aurait vu à Paris, si l'armée de von Kluck avait encore avancé d'une étape entre Senlis et Saint-Denis...

Toute la presse française qui n'est pas sournoisement germanophile, toute la presse française qui n'offre pas « une main fraternelle » à l'ennemi, s'est élevée contre l'abus des permis de séjour, des naturalisations complaisantes et des engagements dans la légion étrangère. On a protesté de toutes parts contre les levées de séquestre accordées à chaque Allemand qui faisait engager un de ses fils pour « servir la France » dans un garage d'automobiles ou dans un dépôt des Pyrénées. On a signalé mille cas de Prussiens, de Saxons, de Bavarois, naturalisés la veille de la guerre, engagés pour la durée des hostilités, occupant du jour au lendemain des postes de confiance dans les états-majors civils et militaires.

La censure parisienne, sous l'œil des ministres, a parfaitement admis les précisions et les protestations. *Le Temps* lui-même a pu imprimer (5 janvier 1915), que:

La présence d'Allemands naturalisés dans les rangs de l'armée française constitue pour la défense nationale un danger permanent des plus graves.

... En effet, la manière la plus efficace d'exercer l'espionnage en temps de guerre consiste à avoir, comme on dit, des intelligences dans la place.

... Les Allemands ont, depuis longtemps et en pleine paix, songé à s'assurer des intelligences dans l'armée française elle-même.

... Les Allemands récemment naturalisés et ne devant à la France aucun service militaire se sont engagés pour la durée de la guerre dans l'armée française et ont trouvé le moyen d'y obtenir des postes de confiance.

... On peut être certain que l'Allemagne dispose à l'heure actuelle de tous les éléments d'espionnage les plus dangereux pour nous.

Les détails et les preuves seront fournis en abondance après la guerre.

Mais ces Allemands qui nous envahissent dès le temps de paix, qui gagnaient notre argent tout en préparant l'invasion armée, et qui pratiquent en temps de guerre l'espionnage le plus audacieux, le plus redoutable, qu'est-ce qu'ils font?

Ils font leur métier de patriotes allemands, selon le tempérament allemand. Il faut les éliminer par tous les moyens: il faut les fusiller sans hésitation dès qu'ils tombent sous le coup de la loi. Il est puéril et injuste de s'indigner contre eux.

Notre indignation doit être dirigée contre les auxiliaires inconscients et contre les complices qu'ils ont trouvés en France.

La résistance allemande à l'intérieur.

On a beau plonger la capitale dans d'épaisses ténèbres pour que les zeppelins ne la reconnaissent pas, nous, nous reconnaissons toujours notre vieux Paris! Plus il y a de raisons pour que ça change, et plus c'est la même chose.

En janvier 1915, entrez à l'audience de la cour d'assises: on y condamne paternellement M. Forcignano, Italien, qui a fusillé sa femme, Rosa-Fernadez Simoni, Argentine. Pénétrez à l'audience correctionnelle: on y juge Mlle Grusenmeyer,

Allemande, qui a dévalisé son patron, M. Carmona. Turc, ou M. Etti-Gradinger, escroc-espion, sans nationalité connue. Au commissariat de police, on amène MM. Tito Filipucci et Ermenegildo Lauri, Italiens, qui « faisaient » les porte-monnaies dans le métro. M. Filipucci a déjà été condamné, expulsé de France.

Dans les grands restaurants, on trouve attablées les mêmes bandes de financiers suspects et d'espionnes empanachées qui sablaient le champagne à Constantinople, à l'heure où la Turquie s'effondrait. Les Chambres n'ont pas été plutôt réunies que nous avons rencontré dans leurs couloirs les espions connus, déserteurs de toutes les armées, qui sont l'œil et l'oreille de l'Allemagne au Parlement français.

Bien parisien, n'est-ce pas?

Il est sévèrement interdit « de conclure ou tenter de conclure un acte de commerce ou une convention quelconque avec les sujets d'une puissance ennemie ». On a mis sous séquestre, par mesure conservatoire et sans aucune idée de confiscation, les établissements commerciaux ou les biens privés de 6 188 individus, sujets des puissances ennemies. On a seulement excepté les plus gros, les plus puissants, dont le nom fait trembler les pouvoirs publics. On a négligé aussi de prendre, pour le recensement des biens séquestrés, les mesures efficaces que le gouvernement allemand ordonnait, dès le 4 septembre 1914, en vue d'inventorier les fortunes, titres, valeurs et créances des Français en Allemagne.

Les Allemands ont investi leurs agents fiscaux d'un pouvoir très étendu; les collusions d'un indigène avec l'étranger sont punies d'emprisonnement et de lourdes amendes. Nous n'avons pas même songé à faire, en cette matière de séquestre, la simple application de notre code de procédure civile, qui oblige à déclaration le débiteur ou le détenteur de sommes et titres appartenant à un tiers saisi.

De là des fuites, des dissimulations, des complicités. De

là une formidable organisation de défense des intérêts allemands, des fortunes allemandes et des agents allemands en France.

Interdiction de faire acte de commerce avec les sujets de puissances ennemies? Sur les boulevards se vendent ouvertement des cartes postales de fabrication allemande, tantôt outrageantes pour l'armée française, tantôt ordurières et donnant au patriotisme français une figure ignoble ou sauvage. A la devanture d'un bazar, voici un carton de soixante épingles, avec cette marque candide : *Article de Paris, C. G. B., importé d'Allemagne.* Dans un bureau de tabac parisien, des boîtes d'allumettes suédoises qui portent à la fois la marque fiscale de l'Etat français et la marque industrielle du fabricant allemand. Quand le Touring Club a parlé d'organiser la « Journée du 75 », il a eu d'abord, pour la confection d'un insigne, les offres d'un Autrichien travaillant à Paris. Nos commerçants reçoivent tous les jours de Suisse les prospectus d'industriels allemands qui garantissent la livraison de leurs articles à bon port.

Dans nos colonies, la résistance allemande n'est ni moins ingénieuse ni moins vigoureuse. A Saïgon, par exemple, quand éclata la guerre, il y avait pour 100 millions de marchandises allemandes sur rade et dans les docks; deux journalistes français demandèrent à grands cris qu'elles fussent placées sous séquestre; les marchandises allemandes s'envolèrent et les deux journalistes furent mis en prison. Le vice-roi intérimaire de l'Indo-Chine française était un demi-Hollandais, demi-Allemand, naturalisé d'hier.

Si la défense des *intérêts* ennemis est assurée d'une telle manière, on peut imaginer que la défense des *personnes* ne chôme pas.

La décision du général von Kluck, détournant son armée vers la Marne alors qu'on la croyait prête à foncer sur Paris, a été expliquée de diverses manières : par le retard des autres armées allemandes, par une nouvelle intervention

de sainte Geneviève, par le choc inattendu des 25 000 hommes transportés à Senlis en taxi-autos.

Il peut y avoir une quatrième raison : von Kluck aurait jugé que Paris renferme une suffisante garnison d'Allemands, Autrichiens, Hongrois, Turcs et autres « sujets des puissances ennemies ».

La presse a publié une statistique des étrangers devenus Français au cours de l'année 1913, par naturalisation formelle ou par exercice d'un droit d'option. Le total s'élève à 17 594.

Jusqu'à la déclaration de guerre, on a continué de fabriquer des « nouveaux Français » par fournées, avec des Goldmann, Goldstein, Goldstuck, Goldlust, Grossberg, Kleinberg, Silberberg, Silberstein, Silbermann, Weinberg, Rosenblum, Rosenthal, Rosenberg, Rosenfeld, Lilienthal, Spitzer, Zacker, Friedmann, Gruenfeld, Gruenberg, Gruembach, Leib, Wertheimer, etc. Le *Bulletin des Lois* en fournit des listes effrayantes.

La loi de 1889, sur la naturalisation, a été rédigée savamment pour favoriser ce travail, en exécution du plan jadis esquissé par Bismarck.

Les Allemands voulaient avoir « une phalange » d'auxiliaires dévoués en France, un corps de fourriers pour préparer leur infiltration pacifique et leur invasion militaire. Ils ont suivi leur idée, comme toujours, avec méthode, avec constance. Et la « phalange » a fait un beau travail !

Depuis quinze ans, les Français de France ne se sentaient plus chez eux à Paris. Le théâtre, la littérature, les cercles financiers, les expositions d'art, les coulisses parlementaires, les rédactions de journaux, les salons, étaient infestés de rastaquouères qui parlaient haut, faisaient et défaisaient les réputations, jugeaient la France et ses hommes, calomniaient et traquaient les patriotes, frappaient d'ostracisme effectif quiconque osait leur résister.

Les quelques Français qui n'ont pas courbé la tête sous

ce joug dégradant peuvent dire « qu'ils en ont enduré de toutes les couleurs ». Ils espèrent aujourd'hui que la guerre extérieure entraînera logiquement le nettoyage intérieur.

On peut encore éprouver des inquiétudes à ce sujet.

Je me trouvais à Constantinople pendant la première guerre des Balkans; dans les cafés de Pera, je voyais tous les *sujets* ottomans qui n'étaient pas de race ottomane applaudir à l'effondrement de l'empire; ils sablaient le champagne pour célébrer les désastres de la Turquie, dont ils se prétendaient citoyens. Je me demandais (décembre 1912), si nous n'assisterions pas bientôt à des scènes pareilles dans les cafés de Paris.

La guerre inévitable a éclaté. Quand l'armée de von Kluck approchait de notre capitale, des milliers de ces « nouveaux Français », naturalisés d'hier, mais gardant en Allemagne la nationalité allemande, apprêtaient déjà leurs uniformes allemands pour faire cortège aux régiments du kaiser dans leur entrée triomphale.

La fortune a tourné; Paris n'a pas été attaqué; l'envahisseur est contenu, refoulé, vaincu. Alors, les néo-Français qui allaient se proclamer Allemands, Autrichiens, Hongrois ou Turcs, redeviennent Français bruyamment. Les appuis qu'ils se sont assurés dans les classes à la fois les plus puissantes et les plus corrompues de la société française favorisent leur audace.

Cette misérable Turquie, dont les malheurs réjouissaient les métèques de Constantinople, avait été précisément conduite à la défaite, et elle est aujourd'hui poussée aux dernières catastrophes, par un gouvernement de métèques. Elle a été la proie du Comité Union et Progrès. Sur vingt-trois membres, le Comité Union et Progrès comprenait *quatre* Turcs et dix-neuf hommes de race étrangère: Persans, Allemands, Polonais, Hébreux, Circassiens, Albanais, Arabes. Résultat: la Turquie est perdue.

Un peuple mérite sa ruine quand il se renie lui-même et livre ses destinées aux mains des intrus.

Jetez un coup d'œil sur un recueil précieux de documents, *Gambetta et la Défense nationale*, de Dutrait-Crozon. Vous y trouvez, pour achever la France après Sedan, quelque chose dans le genre du Comité Union et Progrès: une clique de métèques badois, gênois, suisses, polonais, portugais, syriaques, les uns naturalisés, les autres pas même naturalisés, bohèmes débraillés, aigrefins notoires, se bombardant de leur propre autorité dictateurs, commissaires, délégués, courtiers en fournitures, et donnant des ordres aux généraux — qui les subissent! Résultat: la débâcle et le démembrement.

En 1914, nous en avons été quittes pour la peur; les chefs militaires sont restés en possession du commandement militaire; ils ont rétabli la situation compromise. Mais s'il s'était produit quelque désarroi dans le pays aux heures menaçantes, si la France n'avait gardé un magnifique sang-froid devant l'épreuve, la tourbe rastaquouère qui s'est d'abord faufilée, puis imposée au cœur même de la place, aurait certainement essayé de recommencer 1870.

Pendant que deux millions de Français authentiques, seuls maîtres légitimes du pays, luttent héroïquement, souffrent, meurent pour sa défense, imagine-t-on ce qu'on pourrait compter de néo-Français, naturalisés d'hier ou d'avant-hier, à la tête de nos services publics, investis de grands gouvernements coloniaux ou de fonctions considérables, installés dans les cabinets de ministres, dans les parquets et les greffes de la justice civile et de la justice militaire, dans les états-majors et les bureaux techniques de l'armée, dans les postes les plus importants et les plus délicats? Non, parce que c'est inimaginable.

On ne peut pas régler la question pendant la guerre, paraît-il; on la règlera nécessairement plus tard.

La France est un pays de généreuse hospitalité; les étrangers de toute nationalité, de toute race, de toute culture, sont

les bienvenus parmi nous, à condition de se tenir *à leur place d'étrangers*, dans leur rôle d'hôtes et d'amis.

Nous ne pouvons pas plus tolérer leurs usurpations que leur hostilité. Non seulement notre hôte ne doit pas mettre le feu à notre maison, mais il ne doit pas nous y supplanter.

Le scandale Desclaux-Béchoff est arrivé juste à point pour illustrer nos campagnes contre les ennemis de l'intérieur.

La guerre qui se fait aux frontières aura été dure et longue; nous avons une guerre aussi longue, aussi rude, et plus incertaine à soutenir dans l'intérieur du pays pour en reprendre possession.

La victoire des armées alliées sur le bloc austro-hongrois ne faisait de doute pour personne; la victoire des Français sur les intrus en France demande une autre sorte de courage, une autre sorte de constance, dont notre peuple est moins capable.

Qu'y avait-il au fond de l'affaire Desclaux? Nous ne le saurons pas tout de suite. Même les gens les plus naïfs auront peine à croire qu'un haut fonctionnaire, officier de la Légion d'honneur, gagnant 40 000 francs, volait simplement quelques boîtes de conserves et des tablettes de chocolat, pour nourrir une femme qui se vantait de dépenser 250 000 francs par an.

Contentons-nous d'examiner les faits acquis.

Voilà une grande maison de couture qui remplissait de sa publicité les rubriques « mondaines » de la presse boulevardière, et qui habillait gratuitement les femmes et les maîtresses de personnages considérables; les propriétaires étaient trois Allemands : Béchoff, David, Hecht, et une Allemande, la dame Béchoff née Netter.

La guerre éclate; après le premier moment d'inquiétude et de désarroi, tout s'arrange; les permis de séjour, les naturalisations frauduleuses, les levées de séquestre sont obtenues avec une merveilleuse facilité. La boutique allemande change de décor et devient une ambulance bien française, peuplée

— à côté des Netter, Béchoff, Hecht — de Gottschalk, de Ziller, de Nussbaum, d'Ashmann, etc. Là-dedans, les propos des médecins militaires, des officiers, des blessés, des visiteurs, ne risquaient pas d'être perdus.

Multipliez par mille le cas de la maison Béchoff et de l'ambulance Gottschalk.

Les informations les plus étranges et les hypothèses les plus inquiétantes que publieraient les journaux, s'il leur était permis de publier quelque chose, restent bien au-dessous de la réalité.

Vous connaissez la scène de ce restaurant montmartrois, où le cuisinier passe au garçon de salle un poisson bleu à la maître d'hôtel; il crie: « Enlevez le maquereau! » Sur le champ, une demi-douzaine de consommateurs se mettent en défense et disent d'un ton menaçant: « Le premier qui me touche!... »

Au sixième mois de la guerre, nous avons eu l'occasion de signaler les nombreux espions qui s'agitaient dans les couloirs parlementaires. Nous n'avions pas écrit un nom; les types sont assez connus, catalogués, repérés. Mais ils s'écrièrent de divers côtés: « Le premier qui me touche!... » Et le moniteur officiel de la Sociale poussa des clameurs

A ce moment précis, on trouvait sur des officiers allemands prisonniers la preuve qu'ils connaissaient les moindres incidents, les moindres « potins » du Palais-Bourbon. Une fois de plus, la preuve de fait justifiait et dépassait l'indication fournie par le journaliste.

Un officier suédois, le capitaine Amandsen, ancien attaché militaire à Paris, raconte le trait d'une Française qu'il trouve sublime. Dans un village bombardé, la vieille femme était restée seule avec son petit-fils, au fond d'une cave; quand elle fut sortie, elle contempla les ruines de sa pauvre maison et murmura: « Qu'est-ce que ça fait, puisque c'étaient des obus français! C'est pour le bien de mon pays. »

« — A la façon dont elle disait: mon pays! on eût dit

que la France entière lui appartenait », remarque l'officier suédois.

C'est en effet notre prétention, à nous tous Français de France, que notre pays nous appartient — ou qu'il devrait nous appartenir!

Mais si la vieille femme en question abandonnait son village pour chercher du travail dans la capitale, elle y éprouverait d'étranges surprises. Elle y verrait tout un peuple de travailleurs, Français comme elle, ouvriers d'usines, ouvrières d'ateliers, domestiques, artistes, professeurs, produisant ce qui fait la richesse et l'honneur du pays, menant une existence modeste ou gênée, cantonnés dans les positions obscures et subalternes. Et sur la tête de ces Ilotes, la colonie toute puissante des métèques, des rastaquouères, des Béchoff-David-Hecht-Netter.

Dans les postes sociaux d'où l'on domine et d'où l'on commande, dans les galas, dans les fêtes, dans les réunions « bien parisiennes », peu ou point de Français. Les Français sont garçons de bureau, petits employés. Quand on les admet au spectacle, on les relègue au poulailler.

Salons, cercles, journaux, finance, œuvres de réclame philanthropique, officines redoutables où se cuisine la politique, tout appartient aux congénères de Béchoff, de Hecht, de David, de la Netter; ce ne sont dans tous les coins que Gottschalk et Ziller, que Ashmann et Nussbaum de tout acabit, de tout poil, de toute tribu.

Dans son livre *L'Allemagne nouvelle*, M. Lichtenberger, professeur à la Sorbonne, célébrait la force allemande et le culte des Allemands pour la force. D'après ce maître de la jeunesse française, la force révérée par les Allemands et le culte des Allemands pour la force sont la manifestation « de la supériorité vraie »; elle n'a rien de brutal; elle est « la force intelligente, réfléchie, qui s'impose légitimement par sa vertu propre »; et son triomphe doit être considéré comme « utile, sage, normal ».

Dix départements français, la Belgique et la Pologne ont apprécié la doctrine de M. Lichtenberger, exposée dans nos chaires officielles peu d'années avant la guerre.

Presque tout l'enseignement supérieur, la Sorbonne et le Collège de France étaient infectés du même esprit. Les maîtres et les étudiants qui restaient fidèles à la tradition française et à l'instinct français étaient considérés comme des réactionnaires, traités avec un dédain hostile, tenus en disgrâce.

La coterie germanophile avait, là comme partout, occupé avec prudence et patience les positions d'approche, puis envahi brutalement les grands postes. Des incidents répétés avertissaient le public universitaire de cette conquête. La rédaction des programmes, le ton des cours et des conférences, la publication d'ouvrages tendancieux, quelques scandales vite étouffés mais suggestifs (tels que l'affaire Curie), entretenaient l'inquiétude des Français clairvoyants: car s'il y avait un péril à laisser tomber peu à peu nos grandes industries aux mains des Allemands, il y avait un péril plus grave encore à leur abandonner l'âme et le cerveau des jeunes hommes.

La guerre a rappelé les pédants germanophiles à la pudeur ou à la circonspection; les uns gardent le silence; les autres changent de langage.

Mais la propagande allemande continue au moins par le fait que les textes indiqués pour les examens de l'enseignement secondaire sont édités chez nos ennemis; les éditeurs allemands, notamment ceux de Leipzig, ont le monopole des ouvrages prescrits pour la licence et pour l'agrégation! Nous leur offrons nous-mêmes un argument pour proclamer la supériorité de leur culture; la Sorbonne déclare que, sans le cuistre teuton, les moyens de travail manquent aux étudiants français.

Au Palais de Justice, la corporation des traducteurs-jurés se recrute presque exclusivement parmi les Allemands et les Austro-Hongrois, quelquefois déguisés en Tchèques, Polo-

nais ou autres « kamarades ». Les dossiers des enquêtes les plus délicates, les renseignements commerciaux et diplomatiques, même les secrets militaires dans les affaires d'espionnage, passent ainsi sous les yeux d'étrangers ennemis ou suspects. On trouverait pourtant sans difficultés des Français qui ne comprendraient pas plus mal l'allemand ou le russe que les exotiques ne comprennent notre langue; il n'y aurait pas plus de contre-sens dans les traductions, et il y aurait plus de sécurité pour nous.

Dans l'industrie et le commerce, le décret du 27 septembre 1914, interdisant toutes relations économiques avec les sujets des puissances ennemies, et l'organisation des séquestres n'ont pas gêné longtemps ceux qu'on espérait éliminer.

Nous avons vu comment la levée du séquestre pouvait être obtenue grâce à certaines influences, ou par une comédie d'engagement militaire. Il y a d'autres ruses. Par exemple, la vente fictive de l'établissement industriel ou du fonds de commerce à un homme de paille français; les *Petites Affiches* en offrent de nombreux exemples. Il semble que le décret du 27 septembre s'oppose à cette catégorie de tractations; acheter une usine ou un fonds de commerce à un Allemand, c'est faire acte de commerce avec lui. En fait, aucun obstacle. De sorte que l'Allemand établi en France et partant pour combattre la France n'a eu que l'embarras du choix entre deux mandataires pour la conservation de sa fortune : le séquestre, chargé de l'administrer en bon père de famille, ou le gérant travesti en acheteur. Et les affaires continuent.

Elles continuent même avec l'Etat français, qui accepte des Allemands pour fournisseurs des administrations militaires en pleine guerre. Ainsi le ministère de la Guerre, le ministère de la Marine et l'Imprimerie nationale passent des contrats pour fourniture d'huiles et de graisses avec la maison Stern-Sonneborn, dont la marque *OSSAG* signifie Oelwerke

Stern-Sonneborn Actien Gesellschaft. Le marché pour le port de Rochefort est daté du 12 mars 1915.

Le siège de la société mère est à Hambourg; M. Stern est né à Cologne; M. Sonneborn, sa femme, la dame Stern et leurs associés Kahn, Abenheimer, Stahl, Beckmann, Baer, Braun-Berliner, sont nés à Hambourg. Il est vrai que la succursale fonctionnant à Paris et traitant avec nos ministères s'intitule « Société anonyme française ». On l'avait mise d'abord sous séquestre: on lui a rendu la liberté le 12 janvier 1915.

La fameuse fabrique « suisse » de chocolat Suchard est la propriété d'un Allemand chauvin, Karl Rüss, conseiller du commerce extérieur de l'empire, qui fête dans les usines suisses l'anniversaire de Sedan. Cette situation a été officiellement constatée dans une note adressée par M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, à M. Herriot, sénateur du Rhône (20 février 1915). La publicité de l'entreprise allemande a été proscrite aussitôt dans toute la région lyonnaise, mais il n'y a rien de changé dans le reste de la France.

La lampe Osram est fabriquée par la Deutsche Gasglühlicht Actien Gesellschaft, que préside M. Julius Landau, banquier à Berlin. Le représentant de l'affaire en France est un Autrichien de Tœplitz, M. Heller, naturalisé pour les besoins de la cause. M. Heller a été gentiment mobilisé comme conducteur d'une automobile « affectée au service des approvisionnements de l'Hôtel de Ville », c'est-à-dire à la buvette du Conseil municipal. En cette qualité, le Français de Tœplitz rendit à sa nouvelle patrie de si grands services qu'on le nomma, le 22 septembre 1914, après deux mois de guerre, administrateur d'un bureau de bienfaisance parisien.

Nous indiquions plus haut la manœuvre d'un Allemand naturalisé Anglais pour s'établir à Paris et se réclamer de l'entente cordiale. Les sociétés font comme les particuliers. Ainsi la société allemande des compteurs d'électricité du docteur Hermann Aron (Lichtensteiner Allée 3 A, à Berlin W,

s'est transformée en Aron Electricity Meter Ltd (46 Upper Thames str. London), pour s'épanouir en Compagnie française des compteurs Aron.

La Compagnie générale des omnibus de Paris, la Compagnie française des tramways, la Compagnie générale de distribution d'énergie électrique, ont pour principal administrateur M. Ernst Thurnaüer, né à Burgkenstadt (Bavière). Le grand magasin des Galeries Lafayette a pour directeur M. Kahn, né à Francfort; et ses administrateurs s'appellent Wahl, Lehmann, Bauër, Block.

Dans le quartier Poissonnière, qui est une ville allemande au cœur de la capitale française, on a eu ce spectacle singulier de deux maisons autrichiennes, dont l'une était placée sous séquestre, et l'autre exemptée comme tchèque, alors qu'elles appartiennent à deux frères, MM. Arthur et Frédéric Goldscheider; tous deux étant nés à Pilsen de parents allemands, le frère Frédéric est traité en ennemi, et le frère Arthur en ami de la France. Il a, en effet, épousé une Berlinoise. Mais il a dû s'assurer aussi des protections que l'autre a dédaignées.

Nous citons ces cas au hasard, chacun étant le type d'une catégorie très nombreuse.

Il n'y a pas de profession, pas d'industrie qui ne puisse inscrire au-dessous une longue liste de cas analogues.

Le *Moniteur médical* notait que l'armée de von Klück, en arrivant à Creil, avait commis des destructions et des déprédations systématiques, mais qu'elle avait soigneusement épargné les établissements de la Compagnie française d'aniline, fabriquant aussi des produits chimiques et pharmaceutiques. Pourquoi? Parce que la Compagnie « française » de Creil est une filiale des usines Meister Lucius et Bruning, de Hœchst-sur-le-Mayn.

Il faudra nettoyer, reconstruire, organiser.

Il s'est fait une terrible consommation d'honnêtes gens, Français authentiques, sur les champs de bataille d'Alsace, de Lorraine, de Belgique, de la Marne et dans les tranchées de tout le front. Ce n'est pas fini.

La fleur de nos hommes y restera. Le salut de la patrie l'exige.

Un chef n'hésite pas à envoyer, à entraîner lui-même au carnage ces régiments admirables où tant d'âmes hautes, de nobles caractères, de belles intelligences, de qualités et de facultés se cachent sous l'uniforme délabré. Le chef est d'autant plus sûr et plus fier de ses soldats qu'ils sont de plus honnêtes gens, plus conscients de leur devoir.

Leurs existences précieuses ne comptent pas quand il s'agit d'exécuter un ordre. Eux-mêmes en ont fait héroïquement le sacrifice.

Mais voici Meynier, l'assassin de la baronne d'Amblimont; il a exploité sa maîtresse jusqu'au dernier sou, puis il l'a tuée. Dix ans de réclusion. Au bout de trente mois, la liberté.

Voici Waché de Roo, qui a tué sa mère à coups de revolver pour l'empêcher de se remarier et de porter sa fortune dans une autre famille. Comme dans l'affaire Steinheil, le jury a déclaré en toutes lettres qu'il n'y avait point parricide. Dix ans de réclusion. Au bout de trente mois, la liberté.

Voici Neleau et Dubray, dit Bébert, que le jury enfin avait condamnés à mort: ils ont commis deux assassinats,

deux tentatives d'assassinats, une demi-douzaine d'agressions à main armée dans la banlieue de Paris. Mais ils ne payeront pas leur dette: ils sont graciés.

La conscience publique s'indigne, en comparant le sort des honnêtes gens et le sort des malfaiteurs.

Toute la belle jeunesse française est allée au feu; tous les hommes de quarante, même de quarante-cinq ans, qui ont gardé un idéal, un enthousiasme, une foi, ont recherché des postes utiles ou dangereux; ils ont « intrigué » pour passer de l'arrière en première ligne. Combien ne reviendront pas!

Mais les autres, les malfaiteurs, les suspects, les Français douteux, les gentilshommes à casier judiciaire, les libérés non repentis, les chevaliers d'industrie, les naturalisés d'avant-hier ou d'hier: ils sont tous là; les uns ont trouvé moyen de « couper » au service militaire; les autres se sont nichés dans une « embuscade » de tout repos.

Il n'en manque pas un maintenant; il n'en manquera pas un à la paix.

Dans les galas où sera fêtée la victoire, il y aura peut-être quelques-uns des véritables vainqueurs; on ne pourra guère se dispenser d'en inviter; mais il y aura sûrement au grand complet le Tout-Paris qui ne comprend ni un Parisien ni un vrai Français, le Tout-Paris qui est en réalité Tout-Babylone, Tout-Sodome, Tout-Fresne, Tout-Cayenne, et qu'une police vigilante capturerait d'un seul coup de filet pour en peupler les bords du Maroni.

Oui ou non, voulons-nous que la terrible épreuve d'aujourd'hui serve à quelque chose? Voulons-nous « garder une patrie, refaire un peuple »?

Voulons-nous que la France, malgré la saignée, malgré les immenses pertes matérielles, sorte rajeunie et vivifiée de la lutte où elle pouvait périr?

Alors il faut secouer nos préjugés funestes, notre inertie, notre veulerie, nos erreurs de la veille, et tout le fatras

de sophismes dont nous avait gavés l'ennemi de notre race.

Il faut en finir avec notre monstrueux dédain pour les honnêtes gens et notre honteuse complaisance pour la canaille. Il faut nettoyer ce pays de fond en comble, éliminer les bacilles et les vibrions, détruire les germes de corruption, exterminer la vermine.

Dans les tranchées, il y a le soldat allemand, et il y a son compagnon, le pou. Le pou des tranchées est plus tenace encore que l'Allemand; nos poilus le redoutent davantage.

A l'intérieur même, nous sommes infestés d'ennemis aussi dangereux que l'Allemand pour la patrie et pour la civilisation françaises. Nous les avons laissés pulluler avec une coupable incurie.

Demain n'est-ce pas, plus d'incurie, plus de cette insouciance qui se croit élégante et qui n'est que lâche!

Déjà sûrs du succès final, les « civils » retombent à leurs vieilles habitudes. Mais nos soldats reviendront avec une âme trempée, durcie au feu.

Ils auront vu mourir autour d'eux tant d'honnêtes gens, tant de nobles camarades, et ils auront eux-mêmes compté la mort pour si peu, qu'ils ne comprendront plus les compromissions, les tergiversations, les reculades dans l'accomplissement du devoir civique.

Ils voudront que la société française soit servie et sauvée à l'intérieur avec la même énergie qui aura sauvé la France à la frontière.

Comme disait un dessinateur humoriste, en montrant sur le même trottoir une pierreuse et la boutique d'un pharmacien: « La Providence place toujours le remède à côté du mal. »

En Russie, la Providence a suscité Rennenkampf après Tolstoï, l'entraîneur de cosaques après le prédicateur d'humanitarisme larmoyant.

Nous avions absorbé le poison copieusement, par badau-

derie, plutôt que par goût. La guerre nous fait sentir la nécessité du remède.

Voilà plusieurs années que je m'attirais les invectives des humanitaires en répétant: « Les temps sont proches. De grandes épreuves nous attendent. Sous un faux vernis de civilisation, la société européenne cache une âme sauvage. De toutes parts sourd l'appétit de meurtres, de rapts, de viols, de saccage. Derrière la toile peinte de la ménagerie, par-dessus le boniment des saltimbanques, on entend rugir les fauves. Il faut durcir nos muscles, et durcir nos âmes. »

Eh bien, les voilà lâchés, les fauves!

Nous serons sauvés, nous serons vainqueurs, notre race et notre pays connaîtront une jeunesse nouvelle, si nos muscles et nos âmes ont été bien trempés.

Trop longtemps, nous avons souffert ou même encouragé les extravagances de l'humanitairerie bêlante et les doctrines perverses des cosmopolites. Nous en avons tous été plus ou moins infectés.

La réaction est brutale; elle sera salutaire.

On calcule que, dans le premier mois de lutte, les Allemands ont vu tomber deux cent cinquante à trois cent mille des leurs morts ou blessés. Nos pertes sont évidemment considérables. Avec quel élan nos hommes ont couru à la bataille! Avec quelle magnifique résolution partent chaque jour ceux qui vont combler les brèches! Avec quel héroïsme les familles françaises supportent leurs angoisses et leurs deuils!

Ce sont les meilleurs des Français qui se précipitent ainsi au-devant du péril, et que leurs chefs ont peine à contenir jusqu'au moment de la charge, et qui se font tuer en foule pour le drapeau, pour la patrie.

Ils meurent simplement; et ceux qu'ils laissent pleurent simplement.

Rappelez-vous maintenant les embarras et les simagrées que provoquait, depuis un quart de siècle, la suppression d'un malfaiteur; rappelez-vous les déclamations contre la peine

de mort, l'attendrissement du jury sur les scélérats, l'élan fraternel et la bruyante intervention des démagogues pour les plus sales gredins: « La vie humaine est sacrée! La solidarité humaine protège les bandits! Gamahut, Pranzini, Soleilland, sont la chair de notre chair! Leur geste inconsidéré n'ôte rien de leur droit à la vie! »

Les badauds prêtaient l'oreille à ces sottises.

Et M. le procureur de la République, M. le bourreau, MM. les fonctionnaires du service pénitentiaire mettaient cérémonieusement leur redingote, leur chapeau de soie, pour offrir des cigarettes et de la fine champagne à la touchante victime, quand il fallait par extraordinaire appliquer la sentence.

On ne fait pas tant d'histoires pour envoyer sous la mitraille un million d'honnêtes gens, pour ordonner à deux ou trois régiments de braves gens de charger ou de tenir sur une position « jusqu'au dernier homme ». Ils ont droit à la vie pourtant, comme Gamahut; leur vie est sacrée, comme celle de Soleilland!

Mais il y a quelque chose au-dessus.

La guerre va rétablir la juste notion des valeurs humaines et des valeurs sociales.

Nous en aurons fini avec le cabotinage humanitaire au service de ce qu'il y a de pire.

Lorsque tant de Français irréprochables, sains de corps et d'âme, auront sacrifié leurs vies précieuses au salut de la Patrie, leur mémoire sera sacrée. Ces mères, ces femmes, ces fiancées, ces sœurs qui auront accepté avec une résignation sublime le trépas de nos meilleurs hommes, auront droit à tous les respects.

Et ce serait les offenser que de disputer au salut de la société, par des sophismes morbides ou cyniques, l'élimination des malfaisants.

*
* *

La vie nationale ne reprendra pas sur les mêmes bases et selon les mêmes règles, ou dans la même absence de règles, que la veille. La société française est à reconstruire. Tâchons de savoir où nous voulons aller, par quelles voies, et ne nous laissons pas prendre au dépourvu devant la paix comme nous avons été pris au dépourvu devant la guerre.

Préparons la réorganisation de notre pays avec autant de méthode que l'ennemi avait préparé sa ruine.

Un économiste américain, Franklin Giddings, tâchant de dégager la leçon des événements européens, demandait récemment à ses compatriotes s'ils continueraient de croire que « le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins ».

L'effort gigantesque dont l'Allemagne s'est montrée capable, elle a pu le soutenir à cause d'une discipline qui ne s'improvise pas, et qui réalise « la coopération efficace de l'individu, de la corporation semi-privée, de la corporation publique et du gouvernement dans des proportions inconnues jusqu'ici ».

Tandis que nous vivions dans une brillante et molle anarchie, nos adversaires tiraient de l'ordre et de la méthode le maximum de résultats.

C'est un enseignement qui peut valoir pour nous autant que plusieurs milliards de rançon.

« Je regarde comme improbable, écrit notre auteur américain, que la guerre donne une forte impulsion au socialisme prolétarien, fondé sur l'esprit sectaire et sur la lutte de classes; mais elle peut lancer un mouvement socialiste d'espèce différente, un socialisme fondé sur cette idée que les plus sûrs espoirs d'avenir appartiennent à la coopération

la plus complète, à la coopération organisée par en haut, de tous les éléments, de tous les intérêts, de toutes les forces qui constituent l'édifice social ».

Coopération organisée par en haut : c'est-à-dire par le gouvernement. Non par un gouvernement de hasard, d'intrigue et de faction, mais par un gouvernement qui soit réellement la tête, l'intelligence, la volonté de la nation.

En temps normal, quand la presse est libre, nous communiquons nos idées au public sur le papier imprimé. L'état de siège et la censure, étouffant les controverses ouvertes, ont développé la correspondance privée; jamais les journalistes n'ont reçu des lettres aussi nombreuses, aussi pleines d'idées curieuses et d'indications importantes.

Autant qu'on en peut juger par ce contact intime avec la foule, il semble que tous les bons Français comprennent la nécessité d'un plan de défense et d'un plan de travail pour le lendemain de la guerre.

Ils ont conscience de leur propre légèreté; ils se rappellent que les cruelles leçons de 1870 étaient oubliées quelques années plus tard et que les vieilles négligences, les vieilles imprudences, la funeste insouciance, l'aveugle confiance apprêtaient de nouveau les mêmes périls. Alors ils ont peur de glisser encore dans l'ornière.

Ils veulent être mis dans l'impossibilité de faillir. Ils sentent le besoin de créer tout de suite, quand l'excitation de la lutte n'est pas tombée, des organes permanents de résistance à l'ennemi et d'initiative patriotique.

Il s'agit d'assurer à la France le plein profit de la victoire, et aux Français, la pleine propriété de la France.

Il s'agit de ne pas laisser rentrer par la fenêtre les intrus que nous aurons jetés à la porte et de déjouer les ruses, d'arracher les masques, d'interdire les déguisements, de ne pas éliminer une fâcheuse engeance au profit d'une plus dangereuse vermine.

Il s'agit d'établir une bonne fois dans ce pays l'ordre

français, de mettre chaque homme à sa vraie place et dans son vrai rôle, de pousser les meilleurs au sommet, de maintenir les malfaisants dans l'impuissance.

Enfin de ne pas recommencer la farce du « manoir à l'envers ». Elle a trop duré, et coûté trop cher.

Le salut doit venir d'une organisation spontanée, vigoureuse, solide des forces françaises pour le nettoyage, l'assainissement, la réfection de notre pays. Et cette organisation doit s'accomplir dans les provinces.

Parisien, collaborateur depuis plus de trente ans des journaux de Paris, spectateur en bonne place et depuis un demi-siècle de la vie de Paris, je suis bien obligé de confesser la vérité: Paris ne sauvera pas la France; il faut que la France se passe de Paris pour l'œuvre de régénération.

Nulle part dans le monde on ne trouverait sans doute autant de talents et d'intelligences qu'à Paris; nulle part on ne trouvera moins de caractères. Et c'est de caractères que nous avons besoin.

A Paris, de brillants rhéteurs, des virtuoses, des amateurs de premier ordre écriront des pages ou débiteront des harangues sur n'importe quel sujet: hier, sur l'art munichois et sur les perversions amoureuses, aujourd'hui sur le patriotisme et sur la stratégie. Les ennemis de la France qu'ils dénoncent aujourd'hui avec des mots vengeurs, les métèques, les intrus, les suspects qu'ils vouent aux dieux infernaux, ils les accueillaient hier, les introduisaient et les patronnaient partout.

Ils recommenceront demain.

Ils s'en moquent. Ils jouent de la flûte pour se faire applaudir, et pour gagner leur vie. Mais ils sont liés par cent liens secrets de complicité, de gratitude ou d'habitude. L'infâme et lâche camaraderie, la communauté des tripotages, la promiscuité des ripailles et des coucheries, leur interdisent la belle haine et l'action franche.

Ils sont capables d'aller dans la tranchée et de se faire

tuer bravement par un soudard teuton; ils sont incapables d'entreprendre et de soutenir implacablement la guerre contre l'ennemi en frac, contre l'ennemi qui donne des soirées, des chasses, des tuyaux de Bourse et des occasions de profit.

Les Parisiens de Paris sont souvent immunisés contre les germes mauvais. Ce sont les hommes de province arrivés à Paris avec un furieux appétit de succès bruyants, de jouissances hâtives, qui se laissent éblouir par le clinquant, et qui sont empaumés par les destructeurs de la société française.

Dans toutes nos provinces, il reste des éléments que n'a point entamés la corruption, des hommes du terroir, qui ont fait leurs preuves, qui gardent les vertus et les instincts de la race. A ceux-là de se chercher, de se reconnaître, de se concerter pour reprendre la France et pour la régénérer.

La chimère de l'internationalisme.

Les coups de canon, qui dissipent les nuages de grêle, dissipent aussi les chimères. Avec cette guerre finiront les rêves de l'internationalisme aussi complètement que les billevesées de l'humanitarisme.

Nous n'avons pas à rougir des illusions qu'avait créées ou qu'entretenait la générosité de l'âme française. Mais il faut y renoncer sous la leçon des événements.

La Révolution avait emprunté de Jean-Jacques Rousseau cette doctrine absurde que l'homme est bon, que l'homme est un, que le législateur peut légiférer pour l'homme-type, que les hommes tous pareils et tous vertueux ne demandent qu'à vivre en une communauté fraternelle. Plus de races, plus de nations, plus de frontières: l'Humanité!

Or, il y a des races humaines, aussi différentes les unes des autres, aussi naturellement hostiles les unes aux autres que les chiens, les chacals, les renards et les loups, qui sont des variétés de la même famille.

Depuis le début des hostilités, la conclusion de tous les articles qui concernent les Allemands, leur façon de conduire la diplomatie ou de faire la guerre, se formule en une phrase: « Ces gens-là ne sont évidemment pas de la même espèce que nous. »

Ils sont pourtant nos voisins immédiats; un fleuve nous sépare; des invasions fréquentes, une infiltration continue ont mêlé leur sang au nôtre; leurs compatriotes ont vécu par centaines de mille au milieu de nous; les échanges économiques et les échanges intellectuels n'ont pas cessé depuis des siècles. Mais rien n'y fait : ils ne sont pas de la même espèce que nous.

Ils n'ont pas le même idéal. Leur évangile se réduit à quelques mots : *Il n'y a qu'un dieu, qui est la Force, et l'Allemagne est son prophète.* Ils y conforment strictement leurs pensées, leurs projets, leurs actes.

Nous croyons à d'autres divinités: au droit, à la justice, à la liberté. Nous leur faisons des infidélités; nous les trahissons parfois, mais nous ne les renions jamais, et nous savons mourir pour préparer leur triomphe.

Les mots n'ont pas le même sens des deux côtés du Rhin.

Nos journaux, les soldats, le peuple, traitent les Allemands de lâches.

Les Allemands n'y comprennent rien. Ils se battent rudement; ils vont à la mort obstinément; dans tel combat du

Nord, ils ont rétabli dix fois de suite un pont de bateaux que les canons anglais ont dix fois rompu; dans tel combat sur la Marne, ils ont chargé seize fois de suite pour forcer un passage où notre mitraille les fauchait; ils se sacrifient à la manière japonaise pour écraser nos lignes du poids de leurs morts. Pourquoi des lâches?

Parce qu'ils bombardent des villes ouvertes; parce qu'ils fusillent des otages, des femmes, des enfants; parce qu'ils achèvent des blessés. Cela nous paraît monstrueux; cela leur paraît tout simple; car ils foulent aux pieds leurs propres blessés, ils en font des fascines pour abriter leur tir ou pour combler un fossé. Nous ne sommes pas de la même espèce.

De peuple à peuple, ainsi que d'homme à homme, ou d'homme à femme, il ne sert à rien de discuter quand on n'est pas de la même espèce. On discuterait mille ans sans résultat. Les mêmes mots ne correspondent pas aux mêmes idées; ce qui révolte l'un fait ricaner l'autre.

Pour se comprendre, c'est-à-dire pour penser symétriquement, pour sentir pareillement, il faut avoir derrière soi des générations, des siècles de traditions, d'éducation, d'émotions, d'atmosphère, d'attaches communes.

Hors de là, il peut y avoir des liaisons, des amitiés de circonstance, des amours de peau, des alliances d'intérêt; il n'y a pas de fusion intime.

D'une race à l'autre, l'abîme est infranchissable.

La longue paix de l'Europe occidentale avait permis aux apôtres pacifistes et aux sophistes malsains de prêcher, de développer, de proclamer des doctrines que nous voyons maintenant réfutées par le fait.

Alors que sévissait l'internationalisme, j'essayais de l'endiguer dans des limites raisonnables: « Soyons internationalistes, répétais-je, à condition que les autres le soient en même temps, de la même façon, dans la même mesure que nous. »

Les autres ne l'étaient pas.

La double guerre des Balkans a marqué un réveil violent des instincts nationalistes. La guerre n'était pas voulue par les gouvernements, mais par les peuples. Et les peuples la faisaient sans merci. La guerre actuelle a été déchaînée par les gouvernants de l'Allemagne, mais voulue par le peuple allemand. Dans tous les pays, aujourd'hui, le peuple est profondément nationaliste. On a signalé vingt fois les explosions nationalistes qui se produisaient dans notre classe ouvrière, en dépit des mascarades et des déclamations de meetings. La masse ouvrière, la masse socialiste, est allée patriotiquement au feu, en France et en Allemagne.

Le vingtième siècle sera le siècle des nationalités et des races.

Chacun chez soi.

Nous sommes une race saine, bien équilibrée. Les égarements intellectuels, les perversions morales, les purulences physiques dont nous avons souffert étaient des apports exotiques.

La guerre va rendre *notre pays à notre race*. Les Français qui auront repoussé l'envahisseur n'auront plus la naïveté de souffrir les intrus.

*
* *

Les Allemands étant tout ce que nous leur reprochons d'être, il ne faut pas attacher trop d'importance aux certificats qu'ils nous délivrent. Cependant, la presse française a noté avec satisfaction cet aveu de la *Gazette de Cologne* : « L'observateur qui sait regarder la vie de Paris doit constater que l'on y travaille, que le peuple est resté sain, et que ce qui a disparu, c'est seulement une vie frivole sous laquelle se cachait un noyau de vertus solides. »

L'Allemagne se heurte aujourd'hui contre les vertus solides de la race française. Elle les croyait disparues.

Le monde entier, il faut bien le dire, partageait l'erreur des Allemands. Presque tous les étrangers se trompaient sur notre compte, parce qu'ils voyaient « la vie frivole » de la mauvaise société parisienne et ne découvraient pas la vraie société française, l'âme française, la famille francaise. Quand ils avaient fait la tournée des grands-ducs dans les petits théâtres, dans les cabarets, dans les bouges, ou même quand ils avaient passé des années à barbouiller des toiles dans la colonie étrangère de Montmartre et de Montparnasse, à boire des bocks parmi les étudiants étrangers du quartier Latin, à faire des affaires avec les courtiers étrangers du quartier Poissonnière, à spéculer avec les financiers étrangers de la Bourse, à « vadrouiller » avec les rastaquouères du boulevard, des cafés et des tripots, ils ne connaissaient rien de la France, rien de la nation française.

De retour chez eux, ou dans les correspondances qu'ils envoyaient à leurs familles et à leurs journaux, ils déclamaient contre Babylone, car ils vivaient réellement dans Babylone: ils étaient eux-mêmes Babylone! Ils ne soupçonnaient pas Paris.

Trente ans, de toutes les tribunes où l'on m'a laissé parler, j'ai fulminé comme Isaïe, Jérémie, Amos et la séquelle des petits prophètes, contre la pourriture de ce monde boulevardier, de cette société « parisienne » où l'on ne trouve pas un Français sur dix, par un Parisien sur cent; je redisais obstinément: « Ce n'est pas nous! Ce n'est pas notre peuple! C'est l'écume des nations, que notre faiblesse, notre folle imprudence attirent ici, qui s'y incruste, qui s'y ébat, qui nous fait la loi, et qui nous déshonore aux yeux du monde. La nation française est saine, équilibrée, laborieuse, économe jusqu'à la manie; elle travaille, elle produit, elle se laisse détrousser, outrager, opprimer par une vermine d'intrus et de parasites; mais elle se réveillera (c'était le titre même du

Réveil) pour la grande crise : elle se retrouvera ; ses ennemis la retrouveront telle qu'elle n'a jamais cessé d'être. »

En effet, ils la retrouvent. Ils s'en étonnent, parce que ces fameux savants, ces hommes de logique et de méthode, étaient des observateurs superficiels. Mes prédictions, qu'on appelait des pamphlets, me faisaient honnir ou menacer (moi Français, en France) par le Tout-Sodome, Tout-Gomorrhe, Tout-Mazas, par la Cosmopolis et Rastapolis qui s'intitule impudemment Tout-Paris. Mais la *Gazette de Cologne* le confesse enfin : au combat comme au travail, les vertus de la race française demeurent solides.

Ce que nos détracteurs avaient pris pour la France n'était pas la France ; et ce qu'ils prenaient pour Paris était le rebut de Paris.

Sur les deux cent cinquante mille étrangers non naturalisés, les cent cinquante mille naturalisés d'hier et les cent mille autres métèques de Paris, — un demi-million en tout à la veille de la guerre, — combien de *Swobodas*, piaffants, provocants, audacieux, souillant de leur sale argent notre honnête pays, bluffant les uns, terrorisant les autres, faisant chanter ceux-ci, escroquant ceux-là, espionnant partout et menaçant de chasser de France les Français qui tenteraient une résistance ! Tout leur était ouvert, tout leur cédait, tout leur appartenait. A nous, rien. Nous avions la sensation d'être « exilés dans notre patrie ».

Très sincèrement, les correspondants de la *Gazette de Cologne*, des autres journaux allemands et de la presse des autres pays pouvaient ignorer les trois millions de Français de l'agglomération parisienne et les trente-cinq millions de Français des provinces : masse confuse, muette, absorbée dans son labeur, tolérant que la racaille exotique dirigeât nos affaires, corrompît notre politique, fît et défît les réputations et les situations de nos hommes au gré de ses intérêts.

Est-ce fini, maintenant ?

Si cinq cent mille des meilleurs Français périssent dans

l'horrible lutte, est-ce pour laisser le champ plus libre encore à tous les *Swobodas* que nous verrons, que nous voyons déjà revenir sans qu'il en manque un seul? Les Français survivants retourneront-ils modestement au bureau, à l'atelier, à l'usine, à la ferme, pendant que les *Swobodas* reprendront possession de Paris et recommenceront à monter leurs machines infernales au cœur de la France comme dans les soutes de *la Touraine*?

La Force et le Droit.

Un mouvement se dessine aux Etats-Unis pour la création d'une grande armée de réserve, qui serait toujours prête à renforcer la petite armée active. C'est-à-dire que le monde anglo-saxon tout entier, jusqu'ici rebelle au service militaire obligatoire, s'y achemine rapidement. Après les Anglais, les Américains.

On voit comment la guerre actuelle sera la fin du militarisme : elle militarise les races et les nations les plus récalcitrantes!

L'ex-Président Roosevelt admet que son pays peut être entraîné dans le conflit, et l'arbitrage ne lui semble plus une garantie suffisante. La construction et les inaugurations du Palais de la Paix, à La Haye, ont coïncidé avec de terribles tueries: guerre du Transvaal, guerre de Mand-

chourie, deux guerres dans les Balkans, guerre de toute l'Europe. Jamais le Destin n'a bafoué plus férocement les rêves et les prétentions de l'homme. Que vaut l'arbitrage, sans des armées et des flottes pour l'imposer?

Point de paix sans une menace de guerre. M. Roosevelt, qui avait cru comme bien d'autres au triomphe de la conscience, de la raison, de la justice par leur propre vertu, proclame qu'il faut derrière elles une force; et il offre de lever à lui tout seul une division de cavalerie.

Sous les « marmites » allemandes, les illusions et les chimères s'effondrent comme des cathédrales.

Qui ne méprise aujourd'hui les sottises romantiques à la Michelet: « Au vingtième siècle, la France déclarera la paix au monde! » A force de déclarer la paix à l'Allemagne, c'est-à-dire de subir son arrogance et ses chantages, nous lui avons fait croire qu'elle pouvait nous sauter à la gorge.

Mais l'expérience ne guérit pas les faiseurs de phrases. Leur procédé ne varie pas: mettre à l'envers une formule banale pour en composer une formule qui surprenne la crédulité des nigauds. Le dernier produit s'exprime ainsi (les majuscules sont nécessaires à l'effet): « La Force primait le Droit; désormais, le Droit prime la force! »

Blague funeste. M. Roosevelt lui-même vient de l'abjurer; la supporterons-nous davantage?

Ce n'est pas devant le droit que la force a reculé sur les bords de la Marne; c'est *devant une force supérieure*. Notre droit ne l'emporte pas parce qu'il est le bon droit; il l'emporte parce qu'il a eu pour lui une artillerie merveilleuse, un commandement militaire à la hauteur du péril, un million de soldats résolus à ne plus reculer d'une semelle; il l'emportera finalement parce qu'il a pour auxiliaires la puissance anglaise, la puissance russe, l'héroïsme belge, l'héroïsme serbe, et jusqu'à l'Italie.

Ce n'est pas contre le bon droit que se brise la formidable

machine militaire des Germains; c'est contre une accumulation plus formidable d'hommes, de matériel, de richesse. Est-ce que la Belgique n'avait pas le droit pour elle? Il n'a pas pesé lourd, son droit; pas plus lourd que le droit de l'agneau sous la dent du loup!

En 1863, le Danemark avait exactement pour lui le même bon droit que la Belgique, garanti par la signature de toutes les grandes nations. La Prusse et l'Autriche, alliées déjà pour le brigandage, s'emparèrent des duchés de Sleswig et de Holstein à la face de l'Europe qui ne broncha pas. Le bon droit n'eut pas la chance, à ce moment, de coïncider avec les intérêts, les calculs, les possibilités des Etats qui avaient juré de le défendre: il succomba misérablement.

Nous disons aujourd'hui que le mépris universel monte autour de l'Allemagne et de l'Autriche: oui, parce qu'elles ont manqué leur coup. En 1863, le coup avait réussi; la Prusse commença d'inspirer une grande considération, sinon le respect.

En 1870, ses méthodes de guerre étaient les mêmes qu'en 1915; elle avait traité la cathédrale de Strasbourg comme elle traite la cathédrale de Reims, et Châteaudun comme Louvain, et nos francs-tireurs comme les Belges. Mais elle était victorieuse.

Il ne faut pas nous raconter que l'infamie de 1863 et les atrocités de 1870 avaient soulevé la réprobation du monde contre l'Allemagne; dans tous les pays, le prestige de l'Allemagne était immense, à cause de la force qu'on lui supposait, et l'on n'avait pour nous qu'une sympathie dédaigneuse, parce qu'on nous croyait faibles. L'évidence de notre bon droit éclate cette fois-ci... parce que nos obus aussi éclatent mieux.

L'Italie, qui a garanti de sa signature, aussi bien que l'Angleterre et que la France, l'inviolabilité du Luxembourg et de la Belgique, ne s'est pas vite convaincue de leur bon droit, tant il faut que le bon droit ait d'atouts dans son jeu et d'armées à son service pour se faire reconnaître.

Nous raillons Guillaume II parce qu'il répète à chaque instant : « *Gott mit uns!* » et nous avons décerné l'apothéose à M. de Mun parce qu'il écrivait tous les matins : « Dieu est avec nous ! » En fait, le Très-Haut donne la victoire à celui qui peut la prendre.

Nous avons raison mille fois, c'est certain ; mais eussions-nous raison encore mille fois davantage, nous serions perdus si nous n'avions que le bon droit tout nu comme bouclier. Pour que la force ne prime pas le droit, il faut que le droit s'appuie sur une force supérieure.

Soyons donc forts, toujours plus forts ; croyons aux canons plus qu'aux phrases creuses ; et restons vigilants après comme pendant la crise.

Restons maîtres chez nous!

Quand nous avons vu passer, place de l'Opéra, les premiers drapeaux conquis sur les Allemands, les hommes de mon âge ont pleuré de rage.

Nous étions des enfants à l'époque de la défaite : nous avions vu le siège, le bombardement de Paris, nos familles décimées ; nous avions été nourris pour la Revanche et nous nous y étions préparés. Mais les années passaient, nous vieillissions dans l'impuissance et dans l'amertume ; nous prenions en mépris l'institution et les obligations militaires qui coûtaient si cher, qui pesaient si lourd, qui ne nous

donnaient pas ce que nous avions voulu. Maintenant, l'heure attendue a sonné; ce n'est pas pour nous. On n'a plus voulu de nous. Les drapeaux que nous aurions dû prendre, c'est la nouvelle génération qui les emporte. Place aux jeunes! Ils auront la France demain.

Or, pour la leur garder, nous ne sommes pas inutiles. Nous avons aussi notre poste de combat. Pendant que les soldats « s'occupent » à la frontière, nous avons de quoi nous occuper à l'intérieur, en surveillant les menées, les travaux de mine et de sape, les contre-attaques de l'ennemi cramponné au cœur même de la place.

Quand les Français auront pris Berlin, rien ne les empêchera de reprendre Paris.

Le gouvernement a fait voter un projet de loi relatif aux naturalisations imprudentes : dans quelques cas déterminés, la naturalisation d'un traître pourra être rapportée par décret.

C'est un premier pas vers les mesures indispensables :

1° *Revision, par des magistrats bien français, de toutes les naturalisations octroyées en vertu de la loi de 1889* ;

2° *Abolition de la naturalisation par le fait d'une condamnation infamante* ;

3° *Expulsion de tout étranger frappé d'une condamnation infamante en France ou ailleurs* ;

4° *Retrait de la naturalisation, expulsion de l'étranger, sur la requête de vingt Français authentiques et honorables* ;

5° *Gradation dans l'octroi de la prérogative complète, stage civique prolongé, interdiction des fonctions électives, judiciaires, administratives, du gouvernement et de la presse politique, à quiconque ne justifiera pas de trois ou quatre générations d'ascendants français dans les deux lignes.*

L'avant-dernière clause s'inspire des décrets de la Législative contre les prêtres non assermentés. Il est singulier que les Français apportent plus de ménagements dans la lutte contre leurs ennemis étrangers que dans la lutte contre

leurs concitoyens. Qu'y a-t-il d'excessif à traiter l'ennemi étranger comme les moines français et les biens des Allemands comme les biens des congrégations?

On y viendra nécessairement, si la victoire doit avoir pour effet de *rendre la France à la race française*. Sinon, ce ne serait pas la peine de faire tuer les meilleurs des nôtres.

Même à la Bourse, qui n'est pas le sanctuaire du nationalisme, on a pris une décision contre l'invasion des naturalisés. On demande, d'autre part, que ces naturalisés ne soient incorporés dans l'armée qu'avec certaines précautions. Nous en voyons — et dans quels postes de confiance! — qui n'en sont qu'aux premières formalités de la naturalisation, qui possèdent des casiers judiciaires plutôt fâcheux, qui portent des galons, qui donnent des ordres à nos Français, et qui appartiennent légalement à des pays en guerre contre la France. Quelle folie!

D'autres, plus nombreux, se contentent de continuer leur commerce et de gagner notre argent, pendant que leurs concurrents français meurent à la bataille. Ils offrent des marchandises allemandes. Une loi leur interdit bien de se fournir en Allemagne; mais ils obtiennent des autorisations individuelles de vendre les marchandises allemandes saisies en douane. Ces autorisations sont pour la camelote allemande ce que sont les permis de séjour pour les espions allemands: le moyen d'annuler l'œuvre de défense.

Il est entendu que les naturalisés, admis dans l'armée française, chargés de missions importantes ou bénéficiant de faveurs lucratives, adorent la France. Mais pourquoi n'adorent-ils pas plutôt leur pays?

Un patriote aime sa patrie. Un homme qui a répudié et renié sa patrie numéro 1 n'est pas une fameuse acquisition pour sa patrie numéro 2 ou numéro 3.

La place d'un Allemand est à l'armée allemande: la place d'un Autrichien, à l'armée autrichienne. Vous trouvez naturel qu'un Allemand se jette dans nos bras et demande à

servir la France contre sa patrie: qu'est-ce que vous penseriez donc d'un Français qui courrait à Berlin pour servir contre la France?

Accueillons les étrangers, mais à condition qu'ils restent étrangers Quand le Cafre ou le Papou s'écrie : « Je suis Cafre ou Papou, donc deux fois Français, égal ou supérieur en France aux vieux Français », non! à la porte!

Le monde entier s'est levé contre l'ambition, contre la déloyauté, contre la brutalité allemandes: Français, Anglais, Belges, Russes, Serbes, Monténégrins, Portugais, Arabes, Hindous, Japonais, Sénégalais, Maoris, gens du Thibet, de l'Ouganda, des îles Fidji. Très bien; nous sommes tous amis, alliés, compagnonss d'armes... précisément pour que chacun de nous *reste maître chez soi.*

Les Serbes ne donneront pas la Serbie aux Hindous, ni les Japonais le Japon aux Belges. Fraternisons avec tout le monde, et ne partageons notre France avec personne.

*
* *

Un ancien ministre, M. Baudin, a donné dans *le Figaro* des indications sur le marché financier de Paris, dominé par les manœuvres allemandes :

Les principales institutions (allemandes) de crédit, ou bien entretenaient à Paris des représentants, indicateurs précieux, ou bien mettaient la main sur des fractions importantes du capital social d'établissements français...

La finance impérialiste de nos ennemis faisait mieux encore : elle imposait à certains de nos établissements financiers un administrateur de nationalité austro-allemande, qui pouvait sans peine imposer des lignes directrices...

Enfin la nuée des banquiers, boursiers, remisiers et courtiers de moindre envergure s'attaquait à la Bourse de Paris et y introduisait, avec des valeurs mobilières frelatées, des traditions d'affaires de haut vol.

Plus de la moitié des maisons opérant sur la place de Paris étaient allemandes, soit du fait de leurs gérants, soit du fait de leurs commanditaires ou même de leurs participants.

Un certain nombre, d'ailleurs, *se sont fait naturaliser* pour les besoins de la cause, bien on pense.

On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que toutes les paniques qui se sont produites sur le marché depuis plus de vingt ans ont été préparées et suscitées par des Allemands.

La plus récente, qui a eu lieu un peu avant la guerre, a eu pour auteurs notoires des gens mêlés à de grandes affaires françaises et dont la plupart circulent encore librement sur le territoire envahi, *ou dans nos provinces ou même en plein Paris*, alors qu'ils devraient être depuis longtemps sous la main de la justice.

Ceux qui circulent sur le territoire envahi portent l'uniforme d'officiers allemands. Tel, qui était hier administrateur d'une grande banque parisienne, est aujourd'hui colonel de uhlans.

Ceux qui circulent en plein Paris tenaient prêt leur uniforme allemand pour se joindre à l'état-major de von Kluck, si la capitale avait été emportée par un coup de main, comme ils s'y attendaient. L'événement les ayant trompés, ils restent Français, plastronnent sur le boulevard, parlent haut dans les cercles et dans les coulisses politiques, reprennent la besogne qu'un moment d'inquiétude leur avait fait interrompre.

Quelles « influences » n'entreront pas en jeu pour sauvegarder nos ennemis à l'intérieur !

On expulsera, on emprisonnera, on dénationalisera de pauvres diables d'espions, tant que vous voudrez. Mais les hauts espions de la finance, les espions du Tout-Paris, les riches espions qui écument l'épargne française et qui déchaînent des paniques à la Bourse, les élégants espions qui dînent et

soupent avec nos maîtres, vous ne supposez pas qu'on y touchera!

Dans les grandes villes des pays neutres qui bordent notre frontière, ont afflué dès le début de la crise des colonies de fugitifs « Parisiens », avec des montagnes de bagages et des portefeuilles impressionnants. C'étaient des « Français » de fraîche date, qui sont aussi des Allemands de vieille date, et qui sont encore autre chose. Ils ont deux ou trois nationalités de rechange, et ils attendent le dénouement pour savoir laquelle ils réclameront.

A Genève, à Neuchâtel, à Lausanne, à Gênes, à Barcelone, à Saint-Sébastien, dans les hôtels chers où nos dépouilles leur permettent de mener la grande vie, ces personnages disaient et disent encore hautement: « Nous sommes dans une position fausse, pour le quart d'heure; mais après la paix, X..., Y..., Z..., se chargeront d'arranger les choses à Paris. »

Ils nomment en toutes lettres des hommes politiques de premier rang.

Calomnie Fanfaronnade! Evidemment. L'affaire Marix et l'affaire Rochette sont aussi loin de nos souvenirs que les chemins de fer du Sud et le Panama.

L'enthousiasme guerrier a purifié toutes les âmes. Si les parlementaires ne veulent rien abandonner de leurs 15 000 fr. aux œuvres de solidarité nationale, c'est justement parce qu'ils ont résolu de n'y plus ajouter d'autres recettes.

Il ne viendra désormais à l'idée d'aucun citoyen que nos ennemis de l'intérieur, les naturalisés-espions, les naturalisés-traîtres, peuvent se maintenir au milieu de nous et continuer leur besogne en gardant la nationalité française parce qu'ils ont acheté des protections... N'est-ce pas?

Avec la question des marchés de fournitures pour l'armée, la question des *influences* est la plus intéressante à creuser : des *influences* qui font lever les séquestres, accorder les permis de séjour, ramener à Paris les détenus des camps

de concentration, introduire dans les administrations civiles et militaires des « sujets de puissances ennemies ».

On demande la reprise des affaires : celles-là marchent à merveille. Au Palais de justice, on affiche en deux tableaux les noms des magistrats et des avocats tombés au champ d'honneur. On devrait afficher quelque part les noms des politiciens et des membres de la basoche. Français de contrebande pour la plupart, naturalisés d'hier comme leurs clients, qui s'enrichissent en assumant la protection des traîtres, des espions, des suspects. Ceux des nôtres qui reviendront de la guerre seront bien aises de connaître la besogne que les Kamarades faisaient derrière leur dos.

Nos fils, nos frères, nos amis luttent à la frontière contre le fer allemand ; ici, c'est l'or qui travaille. L'or est plus puissant que le fer.

*
* *

Ce qui va rendre difficile la défense contre les Allemands, c'est qu'il n'y en aura bientôt plus. Ils sont tous métamorphosés en Polonais, en Tchèques, en Suisses, en Luxembourgeois, en Alsaciens, même en Russes et en Anglais.

Plus d'ennemis : tous amis de la France, tous Kamarades ! Des comités spéciaux ont surgi pour fabriquer les états civils ou délivrer les certificats.

Les véritables Tchèques et les véritables Polonais fixés en France depuis longtemps sont ébahis de voir pulluler autour d'eux des compatriotes dont ils ne soupçonnaient pas l'existence. La revue *Polonia*, organe parisien de la colonie polonaise, déclare que le nombre des prétendus Polonais a quadruplé depuis la guerre. Le nombre des prétendus

Tchèques a certainement augmenté dans la même proportion.

Des Allemands nés en Allemagne et ne sachant pas un mot de la langue polonaise ont été enregistrés comme Polonais parce qu'ils ont prouvé que la ville allemande d'où ils arrivent « faisait partie de la Pologne au quatorzième siècle ». D'autres sont enregistrés comme Tchèques parce qu'ils sont nés à Carlsbad, où leur mère prenait les eaux.

La Suisse naturalise une foule d'Allemands qui n'attendent que la dernière formalité pour nous revenir comme citoyens de Bâle ou de Zurich, amis, Kamarades.

La Russie et l'Angleterre étaient infestées d'Allemands, qui obtenaient leur naturalisation dans ces pays pour y pratiquer plus librement l'espionnage militaire ou l'espionnage industriel. Les Anglais et les Russes, à l'approche de la crise, leur ont rendu la vie désagréable et le travail périlleux. Qu'ont-ils fait? Ils sont venus en France.

Naturalisés Anglais ou Russes, ils sont accueillis par les Français comme de vrais Anglais, comme de vrais Russes: amis, alliés, Kamarades! Ils savent que la naïveté française n'a pas de bornes: ils en profitent.

La nationalité ottomane est particulièrement commode; tout le monde est Turc sans l'être, parce que la Turquie rassemble les débris de nations et de races très diverses. A Péra, quand on apprit les désastres de Kirk-Kilissé et de Lulé-Bourgas, des sujets ottomans acclamaient l'effondrement de leur patrie. A Paris, ces mêmes Ottomans attestent leur amour pour la France, et toutes les portes leur sont ouvertes. Il en arrive des cargaisons de Salonique; Salonique, c'est tout le comité Union et Progrès; le comité Union et Progrès a livré la Turquie aux Allemands; mais les Français ne vont pas voir si loin. Kamarades!

Quelques-uns d'entre eux écrivent bonnement : « Nous n'avons pas de patrie, nous adoptons la vôtre! »

— Et puis, voulez-vous adopter ma montre?

Nous sommes trente-six millions de Français dont les pères ont fait la France; elle n'est pas orpheline. Si nous nous débarrassons des Allemands, ce n'est pas pour installer toutes les peuplades de la terre à leur place. Où serait l'avantage?...

Ce n'est pas par hasard, mais en exécution d'un plan bien arrêté et bien suivi, que certains étrangers ont été naturalisés depuis vingt ans, et rapidement poussés aux places où l'on pouvait piller, espionner, *défranciser* la France. Les Allemands et certains autres excellent à ces longues préparations.

Pour justifier les naturalisations imprudentes, on invoque parfois la faible natalité française. On prétend accroître factiecment notre race par l'adjonction d'éléments exotiques. L'opération est hasardeuse. Une race jeune, en plein essor, assimile les éléments exotiques; dans une nation comme la nôtre, ils ne sont pas absorbés; ils restent distincts de la masse, s'agrègent ensemble et forment un Etat ennemi dans l'Etat.

On dit aussi que certaines industries et certaines régions agricoles ne peuvent se passer de la main-d'œuvre étrangère. Mais l'emploi des ouvriers étrangers n'entraîne pas nécessairement leur naturalisation.

Le danger, d'ailleurs, n'est pas là. Les ouvriers étrangers se marieraient et se fondraient dans la classe ouvrière française sans altérer profondément la nation, sans nuire à sa sûreté; des apports de sang riche, des croisements opportuns donnent aux races une nouvelle vigueur.

Les naturalisations dangereuses sont celles qui ont fait de Paris le refuge des pires aventuriers.

Ce qu'on appelle, évidemment par antiphrase, le « Tout-Paris » est une société cosmopolite où la France et les Français ne trouvent nulle sympathie. Gens du monde interlopes, banquiers véreux, « chevaliers » d'industrie, « baronnes » du trottoir, artistes d'art munichois ou sodomite, écrivains « français » qui attribuent à Corneille les tragédies

de Racine ou qui reprochaient à Louis XIV « d'avoir ordonné la Saint-Barthélemy en promulguant l'édit de Nantes », faiseurs effrontés s'imposant à notre veulerie dans les cercles dans les couloirs parlementaires, dans les salons, dans les associations politiques, dans les rédactions de journaux, faufilés même dans les fonctions publiques, décorés scandaleusement, influents sans qu'on puisse démêler les causes de leur influence: voilà les naturalisés suspects; voilà le nid des espions et des espionnes.

Jamais l'occasion ne sera plus favorable pour éliminer cette engeance, qui travaillait furieusement à dégrader l'âme française en même temps qu'à machiner la ruine économique et la débâcle militaire de notre pays.

Ce sera la première besogne du gouvernement qui naîtra de la victoire[1].

*
* *

Si vous comprenez l'allemand, promenez-vous dans certains quartiers, pénétrez dans les bars, dans les boutiques; vous y entendrez les propos les plus édifiants, tenus avec le meilleur accent berlinois. Et si vous en faites l'observation à qui que ce soit, il vous sera répondu: « Ce sont des Russes; ils ont leurs papiers en règle. » Drôles de Russes, qui portent des noms allemands et qui ne parlent qu'allemand!

---

1. Il faut que le sentiment populaire soit déjà bien fixé là-dessus pour qu'un politicien ose écrire ce qu'a signé M. Maurice Bernard, député, rapporteur de la loi sur la naturalisation, dans le *Matin* du 22 janvier 1915: « Toute la législation sur la naturalisation est à remanier. Ne faudra-t-il pas exiger des conditions plus rigoureuses de stage, des preuves de civisme? restreindre les droits des naturalisés? distinguer peut-être entre une petite et une grande naturalisation? Tout est à refaire. » Exactement ce que nous demandions depuis dix ans.

Sans parler des Russes qui sont regardés en Russie comme les pires adversaires de la patrie et du gouvernement, qui ont déserté le service militaire dans l'armée russe, qui n'ont pas accepté le service militaire en France, et qui ne s'occupent que de rompre ou d'affaiblir l'amitié franco-russe.

Il n'y a pas un Français, militaire ou civil, qui ne sache où nous en serions si le maréchal de Hindenburg et ses deux millions de soldats avaient été libres à un moment quelconque de tomber sur nos lignes de Flandre et de Champagne.

On reste confondu quand on voit traiter en loyaux Russes et grands amis de la France les agents peu déguisés de l'Allemagne qui font effrontément résonner la langue allemande au milieu de nous.

Les tenants de l'étranger nous accusent de xénophobie. Le docteur Magnus Hirschfeld, un de ces vétérinaires sociologues comme il en fourmille au delà du Rhin, déclare péremptoirement que la méfiance témoignée à l'étranger, surtout à l'Allemand, est l'effet d'une maladie mentale.

Selon ces bons apôtres, le Français qui veut rester élégant, chevaleresque et galant homme doit ouvrir tout grands ses bras, son pays, sa bourse au premier venu des sans-patrie qui daignent « adopter » la France. Merci bien!

Nous disons à l'étranger: « Soyez le bienvenu parmi nous. Si vous vous comportez décemment, si vous rendez des services à la communauté française, si vous prouvez que vous avez eu d'honorables motifs pour fuir et répudier votre vraie patrie, si vous vous montrez digne de la nôtre pendant une longue épreuve, nous vous accorderons progressivement les prérogatives de citoyen français. » Voilà qui est correct et sensé.

Mais nous ne serons jamais de l'autre école, qui crie aux étrangers : « De grâce, faites-nous l'honneur d'entrer, de prendre le travail de nos ouvriers, la clientèle de nos patrons,

la direction de nos affaires, et de nous bafouer par-dessus le marché. »

Nous sommes si éloignés, en France, d'une hostilité préconçue contre les étrangers que, dès le temps de César, il suffisait d'arriver en Gaule avec un costume exotique pour obtenir partout une hospitalité généreuse. Au fond, cette sympathie française pour l'étranger est faite de curiosité. Quand on lit les romans d'une littérature étrangère, on sent que les personnages pensent et se conduisent réellement comme dans le pays où le livre a été écrit; mais que nous-mêmes, à leur place, dans les mêmes situations, nous aurions d'autres impressions, d'autres mots, d'autres gestes. Si nous nous trouvons devant l'étranger en chair et en os, l'attrait de l'inconnu devient inépuisable.

N'est-ce pas, au fond, le même attrait qui fait qu'un sexe recherche la compagnie de l'autre? Il n'y a pas que la question sensuelle; il y a l'intérêt d'étudier une autre créature à la fois si pareille à nous et si différente de nous.

D'après le rédacteur de ses *Mémoires*, Bismarck disait : « La France est une collection de troupeaux; les Français n'ont pas d'individualité... La belle malice de prendre dans cette masse invertébrée une phalange capable d'opprimer le reste du pays! »

La « phalange » a été recrutée, organisée, avec la méthode que nos ennemis apportent à toute entreprise. Elle a travaillé toute une génération pour affaiblir, corrompre, désagréger la nation française en vue de l'inéluctable conflit.

Mais cette phalange ne se compose pas uniquement de personnages qui crient sur les toits: « Je suis Allemand! Je fais le jeu de l'Allemagne! » Ceux-là sont inoffensifs. Les plus funestes sont ceux qui répètent: « Pas Allemand! Bon Russe, bon Suisse, bon Turc, Kamarade, ami de la belle France! »

Voilà les naturalisés qu'il faut dénaturaliser.

Rappelez-vous la page de Bossuet sur les hordes barbares naturalisées à Rome :

« *Rome se fit tant de nouveaux citoyens qu'à peine pouvait-elle se reconnaître elle-même parmi tant d'étrangers. Le Sénat se remplissait de Barbares. Le sang romain se mêlait. L'amour de la patrie n'était pas naturel à ces citoyens venus du dehors...* »

Le nom de Bossuet étant réprouvé dans les milieux avancés, citons aussi Renan, qui est un pontife bien laïque et qui professe :

« *L'étranger toléré peut être utile à un pays, mais à condition que ce pays ne se laisse pas envahir par lui. Il n'est pas juste de réclamer des droits de membre de la famille dans une maison qu'on n'a pas bâtie, comme le font ces oiseaux qui viennent s'installer dans un nid qui n'est pas le leur, ou comme ces crustacés qui prennent la coquille d'une autre espèce.* »

Nous avons une coquille à nous; gardons-la pour nous.

En 1871, quand l'armée allemande fit une entrée « triomphale » le long des Champs-Elysées, quelques malheureuses créaturent se prostituèrent aux uhlans. La foule les fouetta rudement. Quel devrait être le châtiment des Français qui s'offrent et se livrent pour servir contre la France la ruse allemande?

Le temps est venu d'en finir avec toutes les sortes de faiblesse et toutes les sortes de trahison.

Avant la guerre, on nous signifiait qu'il n'était pas « élégant » de troubler les compromissions financières, les relations mondaines et les digestions pour défendre l'intérêt français. Il n'était pas de rastaquouère qui ne prétendît nous enseigner la façon d'être Français. La veulerie « bien parisienne » faisait plus de mal que les complicités payées.

A cette heure, nous avons la parole. Et nous disons que ce serait trahir nos admirables soldats luttant à la frontière que de laisser l'ennemi installé à l'intérieur.

Soyez bons pour... les Français.

Qu'est-ce que la lèpre? Une hideuse maladie, mais une maladie du moyen âge ou des pays exotiques, n'est-ce pas? Elle a disparu de l'Europe avec la peste noire et l'Inquisition.

Erreur. Il y a plusieurs centaines de lépreux qui circulent dans Paris et qui répandent libéralement le bacille de Hansey. Ce sont des étrangers, attirés ici par la renommée de nos médecins et par notre magnanime hospitalité.

Quand leur mal se manifeste avec une virulence excessive, ils font un séjour à l'hôpital Saint-Louis. Dès qu'il leur plaît de sortir, ils sortent, promènent leurs plaies et leurs ulcères, déversent leurs microbes dans les tramways, dans les fiacres, dans le métro. Le secret professionnel ferme la bouche aux médecins. La lèpre a été oubliée sur la liste des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire: évidemment parce que l'Administration ne croyait pas qu'il existât des lépreux. Quant à les retenir à l'hôpital contre leur gré, comme on le fait en Allemagne et en Autriche, ce serait de la séquestration, de la violence, un crime.

Mais ce n'est pas un crime de laisser infecter Paris!

Qu'est-ce que le droit à la vie de trois millions de Français entassés dans la capitale, à côté du droit à la « liberté » de trois cents lépreux étrangers?

Comme la lèpre, la conjonctivite granuleuse est un mal d'origine exotique: un mal incurable, qui amène infailliblement la cécité. Un foyer de conjonctivite granuleuse se déve-

loppe dans le quatrième arrondissement, projette sur toute la ville des germes funestes. Le nombre des aveugles augmente, augmentera sans cesse dans notre population ouvrière, parce que plusieurs milliers d'étrangers, la plupart Orientaux, ont établi leurs campements dans le quartier Saint-Gervais, où ne pénètrent plus ni les règlements ni les agents de la police et de l'hygiène.

Nos ouvriers ont besoin de leurs yeux pour travailler: il n'y a pas de sophisme en vertu duquel on puisse les condamner à devenir aveugles pour ne pas troubler quelques milliers d'étrangers dans leur droit à la crasse. De cette nouvelle Cour des Miracles, où la maréchaussée n'ose pas se risquer, où l'on ne parle pas français, où l'on injurie et menace les Français, le fléau s'échappe, gagne nos ateliers, nos écoles, envahit les quartiers pauvres...

Chaque année, cent à cent vingt mille émigrants de l'Asie Mineure, de l'Europe orientale et de l'Europe méridionale traversent la France pour s'embarquer à destination de l'Amérique. Ils sont les véhicules du choléra et de plusieurs autres maladies épidémiques.

Non seulement on ne les arrête ni ne les examine à la frontière, mais on les transporte dans les trains ordinaires sans précaution; ils infectent le matériel; sur la route des convois, leurs déjections sèment la mort. Quand ils sont repoussés à l'arrivée par les autorités américaines, les compagnies de navigation nous les ramènent; et, parce que les autres pays résistent à l'introduction des pires fléaux, parce que les autres gouvernements refusent de sacrifier la santé et l'existence de leurs nationaux, la France ouvre ses portes toutes grandes.

Le docteur Lachaud, député, l'a dit au Parlement : « La France est le dépotoir où toutes les nations peuvent déverser les déchets humains qui les embarrassent. »

Humanité?

Non : démence.

Nous croyons que nous excitons l'admiration du monde en accueillant, en attirant chez nous tous les porteurs de tares et tous les germes de décomposition. Pas du tout: les peuples sages et sains, les peuples qui veulent vivre, nous regardent comme des insensés.

Le grand devoir d'humanité s'impose à nous, c'est entendu. Est-ce que les Français ne sont pas des hommes? Est-ce que nos devoirs d'humanité ne concernent pas d'abord les nôtres, les hommes de notre terre et de notre sang?

On gémit sans relâche sur la « dépopulation », — c'est-à-dire, pour ne pas employer une expression menteuse, sur *la lenteur du surpeuplement*. Eh bien, que ne conserve-t-on en bon état les hommes déjà nés? A quoi bon mettre au monde des enfants, si vous ne les défendez pas contre les causes de destruction?

Nous sommes égarés par les mêmes sophismes quand il s'agit de la santé physique et quand il s'agit de la santé morale de la nation.

La vie d'un assassin nous est infiniment précieuse, et nous en oublions ce que valait la vie de ses victimes. Couper le cou d'un satyre est une affaire d'Etat, tandis qu'il est sans importance de dépecer une demi-douzaine de petites filles et de mettre en deuil autant d'honnêtes familles. *Les intérêts d'un étranger* lépreux, cholérique, typhique, tuberculeux, nous paraissent intangibles, *et la santé de quarante millions de Français* tout à fait négligeable.

Absurdité. Même pour un humanitaire absolu, et par un simple calcul arithmétique, la vie de nos quarante millions de Français doit l'emporter sur la commodité de quelques milliers d'immigrants ou de passagers, qui nous apportent la lèpre, le typhus, la conjonctivite granuleuse et le choléra.

Nécessité d'un casier civil.

La scène se passe à la XIe chambre correctionnelle, en février 1915. Le bruit court que la France est en guerre avec l'Allemagne. Le tribunal condamne gentiment à quinze jours de prison une dame Bergère, voleuse dans les grands magasins. La dame « Bergère » s'appelle réellement Kreutzmetzger; elle est Bavaroise, née en Bavière; son mari, présent à l'audience, est Bavarois, ancien officier de l'armée bavaroise; tous deux ont pris un faux nom français pour tromper les bonnes gens de ce pays-ci; tous deux ont un permis de séjour, délivré en connaissance de cause aux sieur et dame Kreutzmetzger sous le faux nom de Bergère.

L'avocat plaide: « Ils ne sont pas même Prussiens, messieurs, ils sont Bavarois, des bons Bavarois de Bazeilles, de Louvain, de Reims! Tendez-leur une main fraternelle! » C'est l'expression consacrée. Le tribunal s'émeut: il tend à la Bavaroise, voleuse avec permis de séjour, une main fraternelle, paternelle! Quinze jours de prison. Et le couple nous reste, toujours sous le nom de Bergère.

En février 1915, après sept mois de guerre, après l'invasion et le saccage de dix départements français, alors que Paris regorge d'espions allemands, ottomans, austro-hongrois; alors qu'on va juger, dans un local voisin, l'affaire Béchoff-Netter et consorts.

Espions et voleurs de la haute pègre, espions et voleurs de la basse pègre, ils sont presque toujours affublés d'un nom français, qu'ils usurpent en passant la frontière, et que les

autorités françaises ont l'incroyable complaisance de transcrire sur les papiers administratifs. Ceux qui gardent quelque réserve prennent des noms très communs en France: Durand, Duval, Boulanger; d'autres, avec plus de toupet, se baptisent Ségur, Bellegarde, Montmorency. Puisque tout leur est permis, pourquoi ne contenteraient-ils pas leur goût aristocratique, à si bon marché? Les demoiselles à la mode le font bien.

Et la société « parisienne » est si complaisante!

Pour engager les services d'un modeste employé, d'un petit commis, on lui demande des références, des papiers, un livret militaire. Mais, pour ouvrir toutes grandes au rastaquouère les portes d'un conseil d'administration, d'un cercle, d'un salon, d'un ministère, d'une banque, d'un journal boulevardier ou les coulisses du Parlement, on ne lui demande rien du tout. Il peut s'intituler Bergère ou Montmorency quand il s'appelle Kretzmetzger ou Schuffeneckstein, et Saint-Cère quand il s'appelle Rosenthal, les Français l'accueillent, s'inclinent, s'effacent pour lui laisser la bonne place et le gros emploi.

Si cette folie sévit encore, même en justice, au milieu des périls qui nous assiègent, quand guérirons-nous?

Sans doute, un certain nombre de voix se joignent maintenant à la nôtre, qui clamait dans le désert avant la crise. Des hommes, qui ont été infatigablement les introducteurs et les répondants des pires aventuriers exotiques dans la presse, dans la politique, dans la société parisiennes sont obligés de prendre une autre attitude, alors que le canon ennemi tonne devant Reims et devant Soissons.

Mais leurs clients d'hier s'incrustent sur les positions conquises, avec le secours des *influences* que nous retrouvons partout.

La complexité, la mobilité de la vie moderne, la toute puissance de l'argent, la badauderie imbécile et la lâche camaraderie, enfin le cosmopolitisme des riches et des mal-

faiteurs ont rendu difficile l'identification immédiate d'un individu quelconque. Il est plus nécessaire que jamais de savoir, en toute rencontre, « à qui nous avons affaire ».

En 1887, une proposition de loi a été présentée à la Chambre sur « l'obligation du casier civil ». Au dernier congrès des notaires, le même vœu a été formulé.

Un maire du deuxième arrondissement, feu Ernest Levallois, demandait l'établissement de « la fiche du citoyen ». Chaque membre de la communauté ayant (pour commencer) un acte de naissance, aurait (pour continuer) un livret individuel relatant les phases, les avatars, les circonstances de sa vie civique et civile, de la même façon que le livret militaire enregistre les phases de sa vie militaire.

Le second empire avait imaginé aussi des livrets pour les ouvriers; c'était un outrage à la classe ouvrière, frappée d'une mesure d'exception et de suspicion; mais la mesure perd son caractère injurieux dès qu'elle s'applique à tout le monde.

La Belgique a créé quelque chose de ce genre avec ses « registres de la population », les mentions successives qu'on y ajoute et les extraits qu'on en délivre.

Evidemment, de telles institutions sont gênantes pour les repris de justice, pour les aventuriers dangereux, pour les sans-patrie, pour les espions, pour tous les gens qui ont quelque chose à cacher. Mais les honnêtes gens n'en éprouveront nulle gêne. La question est de savoir si les lois sont faites pour la commodité des malfaiteurs ou pour la sécurité des honnêtes gens. Il y a des cas où le doute reste possible.

Au début de la guerre, les agents arrêtaient tous les hommes au coin des rues et leur demandaient leurs papiers. Prenons donc l'habitude de demander aux suspects, à tous les coins de la société française, leur état civil exact, leur origine vraie, leur casier judiciaire, le sommaire authentique de leur passé. Que de Kreutzmetzger et de Schuffeneckstein

on trouvera déguisés en Bergère! On fera de belles découvertes dans le monde parisien!

Le décret du 27 septembre 1914 interdit à tous Français de faire acte de commerce avec les sujets des puissances ennemies. Bon. Mais à quoi reconnaît-on les sujets des puissances ennemies?

Un fonctionnaire, établi dans une ville de l'Est depuis dix ans, nous écrit: « Avant la guerre, j'aurais été bien en peine de vous désigner les étrangers ou les établissements exploités par des étrangers; depuis la guerre, on a mis sous séquestre quelques petites boutiques (tailleurs, tripiers, brocanteurs), mais nous n'avons pas plus de renseignements sur les étrangers ennemis, amis ou neutres; le décret du 27 septembre suppose logiquement la publication, par affichage et par insertions dans les feuilles locales, d'une liste des étrangers; sinon, nous sommes exposés à enfreindre la prohibition. »

En d'autres termes, il faut un casier civil.

L'idée n'est pas nouvelle.

On la trouve déjà dans les travaux de l'Assemblée législative, en 1850; un des représentants républicains, Marc-Antoine Brillier, demandait la création dans chaque commune d'un registre public, où les habitants seraient inscrits avec mention de leurs origines, noms, prénoms, professions, actes et contrats de mariage, émancipations, interdictions, cessions de biens, faillites, enfin de tous faits civils ou judiciaires ayant modifié leur état.

La revue du Club antigermanique a publié une étude dont l'auteur, M. Chopin, conclut à l'institution d'une « carte de nationalité », analogue à la carte d'électeur, exigible de tout commerçant, industriel, fonctionnaire, avocat, médecin, journaliste, ainsi que des administrateurs, fondés de pouvoir, agents des sociétés anonymes, et toujours placée en évidence dans les locaux où le titulaire est en rapport avec le public.

« Savoir à qui nous avons affaire ». Il n'y a pas à s'écarter de cette formule.

Le public français n'aurait-il pas été préservé de bien des catastrophes financières s'il avait soupçonné la présence de tant d'ennemis dans les conseils de certaines banques ou de certaines entreprises industrielles?

Or, le renseignement exact sur la nationalité n'est qu'une fraction des éclaircissements qui nous sont dus; la carte de nationalité n'est qu'un détail du casier civil.

La seule objection qu'on fasse à ce système tutélaire consiste à le qualifier « rétrograde ». Bien à tort.

Marc-Antoine Brillier, l'auteur de la proposition présentée en 1850, était un démocrate, un républicain à l'antique; il figura dans le voisinage de la barricade où mourut Baudin, et s'exila en Angleterre avec les plus notables victimes du Deux-Décembre. Il était dans la bonne doctrine et dans la bonne tradition démocratiques.

C'est surtout dans une démocratie que chaque individu doit vivre au grand jour, et rendre compte à la communauté de ses actions, de sa fortune, de ses intentions, de ses origines, de ses antécédents. Nous allons bien nous montrer en peau devant le conseil de revision, quand l'autorité militaire a besoin de vérifier notre anatomie; pourquoi donc cacher le reste?

Il serait mauvais pour l'armée qu'on y introduisît un tuberculeux, un cardiaque ou un cul-de-jatte comme soldat « sain, robuste et bien constitué »; il n'est pas moins dangereux pour la société civile qu'on y laisse circuler des repris de justice comme honnêtes gens, et des Allemands travestis en Français ou en amis de la France.

L'aspect du gendarme n'effraye point les honnêtes gens: il les rassure.

Nous aurons à faire souvent l'application de ce principe dans la réorganisation de la société française qui doit être le meilleur fruit de la guerre. Si les pouvoirs politiques ne

remplissent pas leur mission de sauvegarde, l'initiative privée interviendra: c'est-à-dire que les corporations, les syndicats, les groupements de toute sorte, se chargeront eux-mêmes de la police.

Les Etats modernes sont trop étendus, trop peuplés, trop complexes pour accomplir certaines besognes; l'autorité centrale est obligée d'y employer des agents trop nombreux, qui se noient eux-mêmes dans la paperasserie, qui perdent la notion de l'intérêt national et qui cèdent aux considérations personnelles. L'alguazil banal est préoccupé de gagner son petit traitement sans heurts et sans complications; il obéit d'ailleurs à la consigne générale de nos administrations: « Pas d'affaires! » Tandis que les organisations patriotiques et surtout les groupements professionnels resteront en éveil; l'intérêt économique soutiendra le zèle des bons Français même alors que l'excitation passagère sera tombée.

Dans la France de demain, chaque homme doit être à sa place.

Et pour mettre chaque homme à sa place, ou à la porte, il faut savoir précisément d'où il vient, qui il est, ce qu'il est.

Avant tout, une presse française.

Pour l'œuvre de reconstruction et de réorganisation qui suivra la guerre, le premier outil sera la presse.

En effet, c'est dans les journaux qu'on exposera, qu'on discutera, qu'on développera les idées, les systèmes, les pro-

positions de réformes, qu'on jugera les mérites et les démérites des politiciens, qu'on fera connaître au public les hommes nouveaux. Il importe donc au plus haut degré qu'un esprit vraiment français anime toute la presse de France.

On mettrait la charrue devant les bœufs, si l'on commençait la restauration de la société française *sans avoir arraché la presse aux influences étrangères.* Surtout la presse parisienne.

En province, chacun est connu pour ce qu'il est; on ne peut pas garder longtemps un masque, un faux nez, un déguisement.

A Paris, les aventuriers ont beau jeu. Par veulerie, par affectation de scepticisme, par une basse facilité de camaraderie, ou par un marché de complaisance et de discrétion réciproques, personne ne demande rien à personne. Le toupet sert d'introduction partout. Le plus effronté s'impose. Et les malandrins sont plus effrontés que les honnêtes gens.

Les étrangers de toute provenance font bloc dans la cohue, se soutiennent, s'attirent, se poussent mutuellement; ils grimpent sur les épaules des Français, qui se laissent faire.

Dans les rédactions de journaux parisiens, tous les garçons de bureaux sont Français; pour obtenir leur place, ils ont montré des papiers, un livret militaire, une carte d'électeur; les emplois subalternes sont aussi tenus par des Français; mais en beaucoup de maisons, et des plus importantes, les postes de direction et les grands services ont pour titulaires des étrangers, des naturalisés d'hier, des personnages mystérieux, affublés de faux noms français, et dont les origines ne se découvrent que par accident, quand un scandale n'est pas étouffé assez vite.

La France est probablement le seul pays au monde qui soit informé de sa situation, instruit sur ses affaires, par des métèques; le seul pays au monde où des métèques fassent et défassent la réputation des hommes politiques, des écrivains, des artistes indigènes.

Ces individus n'ont avec le pays aucun lien profond, aucune communauté d'instincts et de sentiments; au contraire, leurs instincts et leurs sentiments répugnent aux nôtres; ils ignorent tout de notre passé, de nos traditions, de notre idéal; ils ne perdent aucune occasion de salir ou de bafouer les gloires de la vieille France; ils commettent les bévues les plus grotesques dès qu'ils se risquent à parler de notre histoire.

Ils sont établis chez nous comme ils seraient établis à Budapest ou à Chicago, à Rotterdam ou à Constantinople, pour y gagner de l'argent n'importe comment. Ils vendent sans scrupule tout ce qui trouve acheteur: de la réclame et de la diffamation, des renseignements de Bourse et des secrets d'Etat.

Quand ils machinent ce que nous considérons comme une trahison, ils ne sont pas réellement des traîtres, puisqu'ils ne font pas partie de la famille française. Ils s'adjugent au plus offrant enchérisseur.

Leur servilité, leur absence de moralité, la position précaire où les place parfois leur passé ténébreux, en font des instruments commodes que les entrepreneurs de journaux modernes préfèrent souvent aux honnêtes Français, embarrassés d'une conscience et d'une dignité.

Quand la presse française se trouve représentée par ces faux Français devant la presse des autres pays, elle n'y gagne pas de prestige. Pendant la dernière guerre des Balkans, nous avons vu de ces rastaquouères, accrédités auprès des états-majors par les plus grands journaux de Paris, violer sans hésitation des engagements d'honneur; la honte en retombait sur nous.

Ils valent à nos journaux une réputation de vénalité fort pénible. Lorsque le président Kruger voulut concilier aux Boers les sympathies de l'Europe, il envoya le docteur Leyds, son homme de confiance, à Paris, avec 75 millions; et l'homme de confiance repartit les mains vides.

Lorsque les Jeunes Turcs renversèrent Abd-ud-Hamid et pillèrent Yildiz-Kiosk, ils y trouvèrent la liste des journaux et des journalistes de Paris qui touchaient de grasses mensualités à l'ambassade ottomane. Ils surent alors pourquoi les crimes du Sultan Rouge n'avaient pas soulevé l'indignation universelle.

Mais comme ils ne remplaçaient Abd-ul-Hamid que pour l'imiter en tout, sauf dans son adresse diplomatique, ils employèrent les mêmes procédés que lui. Trois mois avant la présente guerre, le Juif salonicien Djavid bey vint extorquer aux Français 800 millions qui allaient payer en Allemagne les armes et les munitions destinées à nous combattre; il obtint 500 millions comptant; il en laissa quelques-uns aux mains de nos rastaquouères de presse.

On n'a pas oublié que, dans un débat politico-judiciaire à Berlin, la maison Krupp fut convaincue d'avoir trouvé des auxiliaires parmi les journaux de Paris pour échauffer la folie des armements. Quelques directeurs de gazettes, notamment de *l'Autorité* conservatrice et du *Rappel* radical-socialiste, éprouvèrent alors la noble ambition de faire la lumière sur ces tractations. Leur enquête n'alla pas loin. Ils reculèrent aux premiers pas.

En janvier 1915, peu de jours après l'ouverture de la session parlementaire, il fut constaté dans les interrogatoires de prisonniers que des officiers allemands connaissaient les moindres incidents et les moindres propos du Palais-Bourbon : parce que les abords du Parlement sont infestés de journalistes rastaquouères qui se réclament de journaux français.

Dans ce personnel de sac et de corde, les grands écumeurs de la politique, de la finance et de la presse d'affaires ont pris l'habitude de recruter des coupe-jarrets capables de tous les mauvais coups; ils les emploient à se menacer, à se faire chanter les uns les autres, à menacer et à faire chanter les honnêtes citoyens, à colporter les petits papiers, à

« syvetonner » les importuns et les indiscrets: bref, à toutes les besognes que des Français n'accepteraient pas. C'est un monde effrayant.

Et c'est une *Mafia* furieusement ennemie de la France, de l'âme et de la civilisation françaises, de tout ce qui doit être cher aux Français.

Comme ces gens dominent la presse parisienne, comme leurs origines étrangères leur valent la confiance exclusive des correspondants de presse du monde entier, ils disposent de la publicité universelle.

Quand, par un mot d'ordre soudain, au signal du « mystérieux chef d'orchestre », vous entendez crier à tous les échos de la terre, en tous pays, en toutes langues, le nom d'un écrivain ou d'un artiste promu aux honneurs du génie, ou bien cet homme est un Français de contrebande, ou bien il est un Français qui a signé le pacte de servitude. Un silence de mort accable les Français qui veulent rester Français, les Français qui repoussent le joug et refusent la trahison.

Le Français qui demeure indomptablement Français dans la Babylone parisienne mérite une fameuse couronne civique!

On ne refera pas la France, une société pure et forte, des caractères droits, une nation libre et jalouse de sa liberté, sans avoir nettoyé la presse de ses éléments dangereux, sans avoir expulsé les intrus et les ennemis masqués.

Indépendamment des garanties de capacité professionnelle et de respectabilité, il faudrait exiger des journalistes une garantie de civisme et de patriotisme.

Nul ne devrait être admis à discuter les affaires de la France devant le peuple français sans avoir prouvé trois ou quatre « quartiers », trois ou quatre générations de nationalité française.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 5
A qui sera la France ? 7
Les nôtres sont partis, les autres restent 14
La résistance allemande a l'intérieur 23
Il faudra nettoyer, reconstruire, organiser 36
La chimère de l'internationalisme 44
La Force et le Droit 50
Restons maitres chez nous 53
Soyez bons... pour les Français 66
Nécessité d'un Casier civil 69
Avant tout, une Presse française 74

IMPRIMERIE DE J. DUMOULIN, A PARIS — 88.5.15

140203 HMod
Author Gohier, Urbain G6145g
Title Gardons la France aux Français.
NAME OF BORROWER.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU